

## SOMMAIRE

---

M. DONALD D'EMMEREZ DE CHARMAY ...	... Directeur de l'Agriculture ... P. de Sornay
AGRONOMIE GÉNÉRALE	... L'Emploi du nitrate de soude à la Réunion ... P. de Sornay
A propos de l'entraînement de l'azote par les eaux de pluie ... ... ...	... M. P. ( <i>Mercuriales Agricoles</i> )
PHYTOPATHOLOGIE ...	... La Cane à sucre est encore indemne de Mosaïque à Maurice ... ... ... L. Baissac
	Remarques à propos de cer- taines opinions émises dans un article de M.A.de Villèle. E. F. Shepherd
	Réponse à M. de Villèle ... G. Orian
TECHNOLOGIE ...	... Milling of Uba Cane in South Africa ... ... E. Haddon
ZOOTECHNIE ...	... Les Chèvres ... ... D. d'Emmerez
THE FORMER AGRICULTURAL STUDENTS ...	... Rapport du Président ... .....
CHAMBRE D'AGRICULTURE ...	Réunion plénière du Ven- dredi 21 Décembre 1928. ....
PRODUCTION SUCRIÈRE ...	..... M. Koenig



# La Revue Agricole DE L'ILE MAURICE

Monsieur Donald d'Emmerez de Charmoy  
DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE

C'est avec le plus grand plaisir què la Communauté Mauricienne a appris la nomination de M. D. d'Emmerez de Charmoy au poste de Directeur de l'Agriculture.

Nos remerciements vont à Sir Herbert Read et à l'Hon. E. Nairac qui ont su rendre justice à l'éminent homme de science qu'est notre ami et compatriote, et au serviteur toujours dévoué de la petite patrie.

Quand on suit pas à pas depuis son origine la carrière de notre ami d'Emmerez, on est frappé de voir cet adolescent travaillant à conquérir la science qu'il veut faire sienne, dont il veut connaître les secrets. Son existence pleine de difficultés est adoucie par ce labeur qui fait d'un simple mortel, l'ouvrier des mondes.

Seul dans la vie, limité dans son champ d'action par le manque de principes enseignés par des maîtres dans les grands centres, il accumule les documents, les dissèque, se les assimile et tire des conclusions. Il arrive petit à petit à se faire connaître, à s'imposer. Il devient alors un grand investigateur : il possède avec sa force entière le don d'observer, d'interroger l'expérience et se forme cet esprit de critique ingénieuse et décisive qui sait enfermer les faits dans une explication simple et précise.

A partir de cette époque, nous suivrons d'Emmerez dans l'évolution de cette carrière scientifique qui a fait de lui un des maîtres de la Science entomologique, l'égal des Bouvier, Marshall, Alluaud et autres.

Voici en un court résumé les étapes parcourues par notre nouveau Directeur de l'Agriculture :

Il fut d'abord assistant au Muséum, puis le Comité de la Malaria le choisit comme Conseiller Technique chargé de contrôler la Campagne anti-malarienne. Les divers rapports qu'il a fournis sur ce sujet se trouvent dans les Archives du Muséum.

Quand le professeur R. Ross vint à Maurice, M. d'Emmerez lui fut

adjoint durant tout son séjour dans la Colonie et au départ de Sir R. Ross la direction des travaux anti-malariais lui fut confiée c.à.d. de 1907 à 1913, époque à laquelle il fut nommé entomologiste du Département de l'Agriculture.

En 1911, le Phytalus provoquant de graves dégâts, le Gouvernement sait qu'il peut compter sur d'Emmerez pour mener une active campagne contre ce destructeur de la canne.

En 1913, il est envoyé en mission en Afrique du Sud d'où il rapporte une cochenille qui nous débarrasse de l'Opuntia Monacantha. Plus tard il adaptera aux conditions locales le Coccus Tomentosus qui attaque l'Opuntia Tuna.

En 1917, sur la demande de la Chambre d'Agriculture, il part pour Madagascar en vue de chercher une scolie attaquant les Oryctes. Il revient avec la Scolia Oryctophaga dont les effets ont été marqués. C'est à d'Emmerez que nous devons l'importation du Typhia parallela des Barbades.

Durant l'absence en congé du Dr Tempany en 1922, il eût à faire face à des difficultés énormes. Au point de vue administratif il fit montre d'une grande clairvoyance, d'un bon sens réel et c'est grâce à ses décisions énergiques que nous avons été préservés du "East Coast Fever and Anaplasmosis" maladies qui s'étaient déclarées sur les vaches de Chebel.

Vers le même temps, au nom de la Société des Eleveurs, il soumettait au Gouvernement un plan de campagne contre le surra, campagne dont le succès a été incomensurable et dont les règlements subsistent jusqu'à présent.

Les services qu'il a rendus à la Société des Eleveurs, dont il est le Secrétaire Honoraire, sont importants. L'application du B.C.G. est son œuvre : chacun sait les résultats pratiques obtenus contre la tuberculose. Grâce à son intervention effective, la Société reçoit du Gouvernement un subside annuel de Rs. 30,000.

Au retour du Dr Tempany, M. Denham, au nom du Gouvernement écrivit à d'Emmerez une lettre de félicitations sur la façon habile dont il avait dirigé le Département de l'Agriculture durant son intérimat.

Il a été le Principal du Collège d'Agriculture et a professé un cours très apprécié sur l'Agronomie.

De 1917 à 1923, d'Emmerez s'est aussi occupé de Botanique et de Mycologie. Il a été le Président du Comité des Pêcheries.

L'Académie d'Agriculture de France l'a élu Membre correspondant à l'Ile Maurice.

Voici la liste de ses principales publications :

Monographie des Cochenilles de Maurice.

Les Moustiques et leur rôle dans la propagation des maladies humaines.

Rapport sur le Phytalus Smithi.

Les Oiseaux de Basse Cour à Maurice.

Détérioration du Sucre blanc durant leur séjour en magasin à Maurice.

Indication sur le traitement général contre l'attaque des insectes à Maurice.

Insectes nuisibles aux grains.

Les borers de la canne à sucre à l'Ile Maurice.

Importation du Typhia Parallela des Barbades à Maurice.

Insectes attaquant les cultures secondaires et les arbres fruitiers à Maurice.

Notes sur l'Elevage des Oiseaux de Basse Cour et du Lapin.

\* \* \*

### Feuilles de Vulgarisation

Maladies de la Pomme de terre.

La maladie de la racine de la canne.

Le Choléra des Poules.

Le Borer du Manguier.

La Chique des poules et la tique des volatiles.

La Cochenille du cocotier (*Aspidiotus Destructor*).

\* \* \*

Les détails de tous ces travaux sont considérables. Il faut le dire hautement : D'Emmerez a travaillé avec un dévouement et surtout un désintéressement qui lui font honneur. Les résultats de son intervention soit contre la malaria, soit contre le Phytalus ont eu une portée très grande et les planteurs ne seront jamais assez reconnaissants envers ce mauricien qui, pour un modeste salaire, ne ménageait ni son temps ni son énergie, ni ses peines. Il a continué à se dépenser sans tenir compte de sa santé parfois débile. La campagne contre le Phytalus est citée dans certains périodiques scientifiques comme un modèle du genre.

L'homme, qui, par sa seule volonté et son intelligence a pu atteindre la renommée que possède d'Emmerez, peut être fier du chemin parcouru. La situation à laquelle il arrive aujourd'hui, il se l'est faite lui-même.

Le devoir a été le seul guide de sa vie. Sans le devoir, on peut vivre le printemps de sa jeunesse, mais sans lui on ne connaît pas les longues et heureuses années et l'arrière saison calme et glorieuse. D'Emmerez récolte aujourd'hui le fruit de ce labeur incessant qu'il a rehaussé par la dignité de son caractère et de sa vie.

La Revue Agricole est heureuse de présenter à son collaborateur dévoué et autorisé ses plus cordiales félicitations. Comme Mauricien nous sommes fier de sa nomination à la direction de l'Agriculture et persuadé que le pays en retirera les effets les plus prospères.

## Agronomie Générale

### L'emploi du Nitrate de Soude à la Réunion

Nous avons, à plusieurs reprises dans La Revue Agricole, mis les planteurs en garde contre cette légende qui voulait qu'au premier grain de pluie un peu copieux, les nitrates incorporés au sol fussent lavés et entraînés dans le sous sol. L'article qui suit confirme les données déjà établies et citées.

Une propriété du plateau central à pluviosité élevée a employé l'année dernière une assez forte proportion de nitrate. Malgré le phytalus, dont les ravages ont été importants, la gomme qui a atteint une forte partie des Big Tana, cette propriété a fait une très belle récolte.

Dans le Nord, des terres qui n'avaient jamais reçu d'engraiss, ont été traitées au nitrate de soude depuis deux ans et ont produit un excédent de rendement de quatre à cinq tonnes par arpent sur cinq cents arpents.

Dans l'Ouest, des cannes subissant trois irrigations par mois ont reçu 100 kilos de nitrate à l'arpent. Leur développement est considérable et les perspectives de récolte fort appréciables.

A la Réunion, des essais importants ont été faits avec le nitrate de soude. Nous transcrivons ici les notes que nous avons pu obtenir.

“ Les cannes sont plantées en Novembre-Décembre pour n'être coupées qu'au mois d'Août de la deuxième année suivante.

“ En Mars-Avril suivant la plantation, il est en général répandu par hectare le mélange suivant :

Superphosphate à 16/17	...	...	...	400 Kgs.
Chlorure de potassium	...	...	...	100 ,,
Sulfate d'Ammoniaque	...	...	...	150 ,,
Nitrate de Soude	...	...	...	200 ,,

“ Quelquefois la moitié de ce mélange est répandu au moment de la plantation dans les trous et l'autre moitié au mois d'Avril. Cette dernière solution paraît, malgré les déperditions d'engraiss qui peuvent en résulter, la meilleure parce qu'elle assurant une levée satisfaisante elle évite les repiquages.

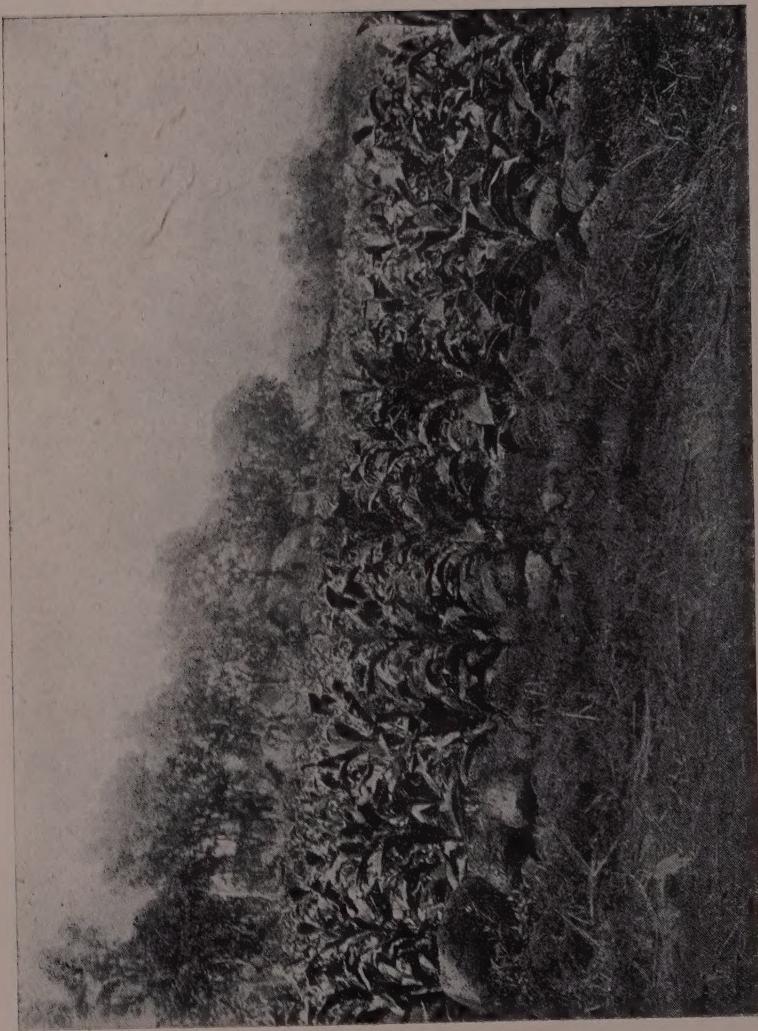
Enfin, ces cannes vierges reçoivent à l'hectare en octobre suivant leur plantation, soit 400 Kgs. de nitrate de soude, soit un mélange de 150 Kilos de sulfate d'ammoniaque et 200 Kgs. de nitrate de soude.

Dans les bonnes terres, les cannes vierges ainsi traitées donnent un



Cliche P. de Sornay.

Plantation de Tabac.



rendement moyen de 100 tonnes à l'hectare (40 T. à l'arpent). Des essais ont également été faits d'épandage sur les cannes vierges de 1200 Kgs. de nitrate de soude à l'hectare (dont 800 Kgs. au mois de Mars-Avril suivant la plantation et 400 Kgs. au mois d'Octobre suivant). Les cannes ainsi traitées ont donné 140 T. environ à l'hectare (56 T. à l'arpent) dépassant en moyenne de plus de 40 tonnes les cannes de même âge et les repousses ayant reçu du nitrate dans les mêmes conditions ont donné 103 tonnes environ de moyenne.

“ Les premières repousses reçoivent en octobre, au moment où les rejetons sont sortis, la même quantité d'engrais qu'il est indiqué ci-dessus.

“ Pour les cannes vierges à la même époque, mais en n'y épandant pas d'engrais supplémentaire en avril, le rendement-moyen des premières repousses ainsi traitées à la coupe suivante est d'environ 50 tonnes à l'hectare.

“ Un très bon résultat a été obtenu à La Réunion de la pratique suivante qui leur a permis de diminuer la surface de cannes vierges à planter chaque année, surtout pour les cannes à une certaine altitude (500 mètres). On conserve les cannes des premières et deuxièmes repousses coupées en fin de campagne, novembre ou décembre, jusqu'à la deuxième campagne qui suit, en leur appliquant la dose d'engrais mélangés indiquée ci-dessus pour les cannes vierges, y compris les 400 kgs de nitrate de soude à appliquer au mois d'octobre de l'année qui suit. Ces rejetons coupés alors qu'ils ont de 18 à 20 mois donnent en moyenne 100 tonnes à l'hectare. Afin de ralentir le départ de ces rejetons après la coupe, on ne les travaille pas tout de suite. Les façons culturales appliquées aux cannes vierges comportent, de la plantation à la coupe, huit sarclages et pour les rejetons entre la coupe et la récolte suivante, deux sarclages seulement. Les pailles sont enterrées chaque année dans un rang sur deux.”

Nous ne voudrions pas revenir sur les explications que nous avons déjà données relativement à l'influence du nitrate de soude sur la végétation, le développement de la souche et le maintien de la canne malgré la sécheresse. La Revue Agricole est une source de renseignements à laquelle on peut largement puiser. Nous craignons malheureusement qu'on ne s'y intéresse pas autant qu'on le devrait. Le président de la Chambre d'Agriculture a eu raison de dire que l'Agriculture ferait plus de progrès si tous les planteurs recevaient la Revue et surtout la lisaient. La Revue a des collaborateurs dévoués, dont la compétence est reconnue de tous : ces hommes de science se groupent autour du rédacteur en chef pour donner de la vie, de l'intérêt à cette publication.

Les compétences étrangères félicitent les auteurs dans des lettres particulières. Les périodiques de tous les pays demandent l'échange. Pourquoi serions-nous ici moins empressés à reconnaître nos propres avantages ? Nous espérons qu'en cette année 1929, nous obtiendrons l'appui de tous ceux qui veulent pour leur petit pays le plus grand bien et un renom toujours grandissant.

## A propos de l'Entraînement de l'Azote nitrique par les Eaux de pluie

L'azote nitrique apportée à la terre sous la forme de nitrate de soude ou de nitrate de chaux a, paraît-il, la fâcheuse réputation, auprès de certains techniciens ou praticiens, de "pouvoir être" entraîné par les eaux de pluie ; en vérité, si les nitrates "peuvent être" entraînés par les pluies cela ne signifie pas, heureusement, qu'ils le soient forcément, et il ne faudrait pas interpréter dans le sens de certitude ce qui n'est qu'une possibilité, au fond, théorique.

Si, en effet, nous considérons les années successives de 1922 à 1927 inclus, qui n'ont pas été des années précisément sèches, même en leur printemps, et que nous examinons les résultats culturaux obtenus au cours de chacune d'elles par le professeur Brétignière du Centre Expérimental de Grignon, nous voyons que sur différentes récoltes ce sont toujours les nitrates qui ont donné le meilleur résultat ; et le savant expérimentateur tire la conclusion suivante :

"En résumé, sur six années, le nitrate de soude présente une influence nettement plus favorable que les autres engrains (25 o/o d'excédent). Le nitrate de chaux donne 18 o/o, le sulfate d'ammoniaque donne 12 o/o et le chlorhydrate d'ammoniaque 8 o/o. C'est la confirmation de tous les essais tentés à Grignon depuis très longtemps et qui assignent une supériorité moyenne, très nette, au nitrate de soude".

On constate donc que les nitrates, et surtout le nitrate de soude, malgré leur "possibilité", d'entraînement, viennent en tête alors que les sels ammoniacaux, bien que fixés par le pouvoir absorbant du sol, ne provoquent que des excédents beaucoup plus faibles.

Et si l'on tient à prétendre à toute force qu'il y a eu entraînement, il faudrait admettre que ce qui a pu rester d'azote nitrique dans le sol a eu un pouvoir réellement considérable, et cela n'en serait que plus flatteur pour le nitrate.

Or, en vérité, il ne faut pas exagérer ni crier au miracle ; certes, les nitrates ont une action nettement supérieure à celle des sels ammoniacaux, mais, si par suite d'entraînement il n'en restait pas suffisamment dans le sol, leur effet serait insignifiant. C'est donc que l'entraînement par les eaux de pluie est pratiquement très faible et, particulièrement en ce qui concerne le nitrate de soude naturel du Chili, nous résumerons, pour prouver d'une autre façon la précédente assertion, les expériences de MM. Demolon et Brouet.

M. Demolon, alors directeur de la Station Agronomique de l'Aisne, et M. Brouet, préparateur, semèrent en 1910, année très pluvieuse, sur une terre légère de jardin, 500 grammes de nitrate de soude par mètre carré. Le sol fut maintenu sans végétation.

Une précipitation de 246 millimètres d'eau en deux mois et demi, énorme et tout à fait anormale, non seulement ne put suffire à faire disparaître le nitrate de la couche arable, mais on en retrouvait plus de la moitié dans les premiers 20 centimètres, malgré la perméabilité du sol et l'absence de végétation.

Ces essais recommandés en 1911, année sèche, montrèrent qu'une pluie naturelle de 71 millimètres, complétée par une pluie artificielle de

30 millimètres, avait laissé dans les 15 premiers centimètres la presque totalité du nitrate de soude apporté ; il n'y avait pas eu entraînement appréciable au delà d'une profondeur de 15 centimètres.

L'entraînement du nitrate par les eaux de pluie doit donc être relégué pratiquement parmi les belles légendes d'antan, tout comme celle qui voudrait que l'azote nitrique opérât uniquement à la manière d'un "coup de fouet" ; si "coup de fouet" il y a, ce dont il ne faut pas douter, ce n'est là que le phénomène de l'action du nitrate qui se prolonge suffisamment longtemps d'autre part, pour assurer, d'accord avec les autres éléments potassiques et phosphatés, une végétation rationnelle de la plante. Mais il est certain, et tout le monde est d'accord à ce sujet, que, par exemple pour le blé, la plus grande partie de l'azote total nécessaire est absorbée au moment du tallage. C'est pourquoi il est extrêmement recommandable de nitrater dès que possible, afin d'assurer, en toute sécurité, un tallage vigoureux ; cela vaudra mieux que de se fier aux seuls éléments : la terre, l'eau, l'air et... la chaleur sinon le feu, agents communs et nécessaires d'une bonne nitrification, ne sont pas toujours d'accord pour assurer, au moment opportun, la transformation de l'azote ammoniacal en azote nitrifié pratiquement utile à l'absorption de cet aliment par les végétaux.

Il est préférable, en vérité, de compter sur soi-même quand on le peut ; or, en l'occurrence, rien n'est certes plus facile.

M. P.,  
Ingénieur Agronome.

(*Mercuriales Agricoles*)

## Phytopathologie

### La canne à sucre est encore indemne de Mosaïque à Maurice

Nous relevons ce qui suit dans le No. 11—Novembre 1928 de la Revue Agricole de l'Ile de la Réunion, pp. 357 et 358, sous la rubrique petite correspondance, à L. B. St Denis : ..... " Bonâme qui était un " excellent observateur, ne parle pas des feuilles ni de modification dans " leur coloration, tandis que Monsieur Shephard qui fait une étude de " cette maladie\* dans la Revue Agricole de l'Ile Maurice de Juillet et " Août—parle des stries plus ou moins prononcées selon les variétés des " cannes et leur état de végétation ; nous ne doutons plus aujourd'hui " qu'il s'agit là tout simplement de la Mosaïque que les Anglais et les " Américains nommaient au début *Yellow Stripe* et que nos voisins avaient " avant nous. Un de nos excellents collaborateurs du Guillaume confirme " notre façon de penser pour avoir reconnu sur les boutures venues de " Maurice les taches que cette maladie fait apparaître sur les nœuds et " les tiges de cannes".

L'opinion émise par le Directeur de la Revue Agricole de la Réunion sur la présence de la Mosaïque à Maurice n'est pas fondée ; elle n'est basée ni sur une étude personnelle qu'il aurait faite sur la canne à sucre chez nous, ni sur des références se trouvant dans la littérature technique :

\* C'est de la Gommosse qu'il s'agit.

l'Ile Maurice y est citée, au contraire, comme un des rares pays encore indemnes de la maladie de la Mosaïque sur la canne.

Les taches que M. du Guillaume a observées sur des boutures venues de Maurice ne sont pas et ne peuvent pas être une preuve de Mosaïque. Ces tâches sont un symptôme commun à plusieurs maladies de la canne et ne permettent pas, à elles seules, de faire un diagnostic catégorique de la Mosaïque.

En 1921-22 lors de notre mission dans les principaux pays où l'on cultive la canne à sucre, nous avons eu l'occasion d'étudier les symptômes de la Mosaïque sur cette plante : à Java, aux îles Hawaii, aux îles Philippines et enfin à Washington avec le Dr E. W. Brandes, phytopathologue de renommée mondiale. De retour à Maurice depuis 1923, nous avons fait une minitieuse recherche de ces symptômes sur la canne, dans les divers quartiers de l'île et n'en avons jamais rencontré. Les recherches faites par les techniciens de la Section de Phytopathologie du département d'Agriculture sont aussi négatives jusqu'ici.

La preuve que nous saurions reconnaître la Mosaïque a été faite au début de 1924. Sur la demande du Directeur de l'Agriculture en 1923, M. T. S. Venkatraman nous fit un envoi de boutures de cannes obtenues à Coimbatore. Ces boutures furent plantées dans des caisses et après qu'elles eurent germé, elles furent transplantées en pleine terre dans une des pépinières du Réduit. Le 21 janvier 1924, en passant près de cette pépinière notre attention fut arrêtée par l'apparence anormale des feuilles des jeunes pousses de quelques unes de ces cannes, âgées d'environ trois mois. Un examen attentif ne nous laissa guère de doute qu'il s'agissait de la Mosaïque. Le fait fut immédiatement rapporté par nous au Directeur de l'Agriculture qui pria le phytopathologue d'examiner les plantes suspectes. Le diagnostic de M. E. F. S. Shepherd confirma le nôtre.

Des spécimens des feuilles malades (conservées par une méthode que le Dr Brandes nous avait enseignée) furent adressées au Directeur du Bureau Impérial de Mycologie à Kew et le Dr E. J. Butler et plus tard le Professeur S. F. Ashby confirmèrent qu'il s'agissait bien de la Mosaïque. Les précautions nécessaires furent immédiatement prises (le 22 Janvier 1924). Les plants furent brûlés, le sol désinfecté, les cannes des environs scrupuleusement surveillées pendant plus d'un an : le mal avait été arrêté dans l'œuf\*.

En février 1924, M. Venkatraman fit un envoi des mêmes variétés à la Station Expérimentale de Cuba et les jeunes plantes, comme à Maurice, développèrent la Mosaïque. Les techniciens de Coimbatore ignoraient que la Mosaïque y existait et ce sont les rapports des Directeurs de l'Agriculture de Maurice et de la Station Expérimentale de San Manuel, Oriente, Cuba, qui le leur apprit||.

Voilà donc le fait nettement établi : que l'on sait ici, pour le moins, diagnostiquer la Mosaïque et nous nous permettrons d'ajouter : et différencier les symptômes de cette maladie sur les feuilles de cannes qui en sont atteintes, de ceux de la Gominoise de Cobb (Australie) ou de la Gommoise de Wilbrink (Java) ou "Leaf Scald". Si les symptômes de ces deux

\* Voir Annual Report of the Department of Agriculture for the year 1924 (Mauritius) pp. 6 et 13 ; aussi Revue Agricole de l'Ile Maurice No 37, Janvier-Février 1928 p. 12, 3e et 4e alinéas.

|| Mosaic disease of Sugar Cane in India in 1925, by W. Mc Rae, M.A.; D.Sc; F.L.S; the Agricultural Journal of India Vol : XXI, part III May 1925 pp. 190 et suivantes,



Cliché P. de Sornay.

Etuve pour la préparation du tabac.  
Propriété « Grande Rivière »



Cliché P. de Sornay.

Etuve pour la préparation du tabac.  
Propriété « Grande Rivière ».



gommoses se ressemblent assez pour qu'on puisse les confondre, il n'en est pas de même entre eux et ceux de la Mosaïque qui sont si différents, qu'un praticien ne s'y tromperait pas-encore moins pour sûr, un technicien.

Dans un article intitulé "L'Ile Maurice et les Maladies de la Canne", M. Auguste de Villèle implique que l'on doit pouvoir identifier une maladie sur la canne rien qu'à l'aide de la littérature qui en traite †. Nous ne partageons pas intégralement cette opinion et pensons qu'il est quelquefois très difficile, sinon impossible, d'être catégorique. Cependant il est des cas où la documentation permet de différencier entre les symptômes de deux maladies dont les caractères sont très différents. Aussi conseillerous-nous au Directeur de la Revue Agricole de l'Ile de la Réunion, de comparer les planches et illustrations concernant la Mosaïque, dans "Bulletin of the Experimental Station of Hawaiian Sugar Planters' Association" Botanical Series, Vol. III, Parts I & II et celles sur le "Leaf Scald" ou Gommose de Java, dans l'ouvrage intitulé "Leaf Scald, a Bacterial Disease of Sugar Cane", de D. S. Noril, phytopathologiste de "The Colonial Sugar Refining Company Ltd", Agricultural Report No. 8 (Technical) Sydney, January 1926. Nous lui conseillons aussi de lire la description faite par S. F. Ashby, des symptômes des feuilles dans la gomme d'Australie, parue dans "Tropical Agriculture", iii, 3 pp. 50-51, 1926. Il nous dira ensuite s'il était justifié à écrire qu'il ne doutait plus de la présence de la Mosaïque à Maurice, en basant son opinion sur les observations de M. Shepherd au sujet de la gomme. Nous ne doutons pas qu'il saura reconnaître—car sa bonne foi est évidente—que l'opinion qu'il a émise, est erronée, et que le brevet d'incapacité qu'il donne implicitement au service phytopathologique du Département d'Agriculture du Réduit est purement gratuit.

Le risque que l'on a couru en 1924 était trop grand et la leçon trop sévère pour que l'on n'eut pas pris les mesures voulues afin de prévenir un nouvel accident du même genre. Une loi spéciale fut passée en Mai 1924 sur l'importation des cannes à sucre à Maurice.

L'année dernière, une première serre de quarantaine fut construite au Département d'Agriculture au Réduit, d'après les plans un peu simplifiés—de celle de l'Association des planteurs du Sud Afrique, qui se trouve au Jardin Botanique de Durban. Le coût de la construction fut supporté par le "Sugar Industry Reserve Fund". Cette serre est divisée en trois chambres vitrées avec doubles portes, les fenêtres sont garnies de fils métalliques fins, empêchant l'entrée des insectes. La première chambre mesure trois mètres sur 1.80 mètre et sert au déballage des caisses de boutures à leur arrivée. Les deux autres chambres, de 3.65 mètres sur 3 mètres, sont les serres de culture.

Des rampes de tuyaux perforés, dont les robinets sont à l'extérieur, permettent l'arrosage des plants sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans les chambres.

Cette première serre étant trop restreinte pour les besoins actuels, le Comité administrant le "Sugar Industry Reserve Fund" a demandé au Directeur de l'Agriculture d'en faire construire deux autres. Celles-ci sont beaucoup plus spacieuses, mesurant 18 mètres de long sur 4.50 mètres de large. La ventilation y est mieux comprise. Elles sont entourées d'une

† Revue Agricole de l'Ile de la Réunion, No 11, Novembre 1928, p 373 1er alinéa.

gouttière contenant de l'huile, rendant l'accès des insectes à peu près impossible. Ces deux nouvelles constructions ont été faites d'après les principes des serres d'Arlington près de Washington. L'on y a planté des boutures de P.O.J. 2878 reçues de Java par l'Anglo-Ceylon Cy. Ltd.

Dans la première serre se trouvent des P.O.J. 2878 reçues par M. Pierre Montocchio et P.O.J. 2725 commandées par le Service d'Agriculture. On ne peut encore émettre d'opinion sur la valeur de ces cannes mais nous remarquons que la pousse de P. O. J. 2878 n'est pas en rapport avec les conditions particulièrement favorables où elles sont placées. Les plants en quarantaine sont livrés aux soins du phytopathologiste du Département d'Agriculture, Mr E. F. S. Shepherd et sont sous sa responsabilité.

LOUIS BAISSAC.

---

**Remarques à propos de certaines opinions émises dans un article de M. A. de Villèle dans la Revue Agricole de l'Ile de la Réunion, pour Novembre 1928, sous le titre "L'Ile Maurice et les Maladies de la Canne".**

---

J'ai été intéressé et quelque peu surpris de lire un article de Monsieur Aug. de Villèle, intitulé "L'Ile Maurice et les Maladies de la Canne", dans la Revue Agricole de la Réunion, de Novembre 1928. Je saisais l'occasion de commenter brièvement quelques unes des assertions contenues dans cet article.

Monsieur de Villèle affirme que l'existence à Maurice de la Gommoise et du Leaf-scald n'avait jamais été signalée avant la publication d'un article dans la "Revue Agricole de l'Ile Maurice" paru en Juillet-Août de cette année-ci. C'est juste en ce qui concerne le Leaf-scald, car ce n'est que récemment que nous nous sommes trouvés eu présence de travaux décrivant les symptômes de cette maladie ainsi que des résultats de recherches faites avec suffisamment de détails pour nous permettre de conclure que le leaf-scald d'Australie existe ici et que c'est une maladie différent de la Gommoise avec laquelle elle avait été confondue depuis des années, non seulement à Maurice mais dans d'autres pays à cannes.

Pour ce qui est de la gommoise, je rappellerais à Monsieur de Villèle que la présence de cette maladie a été signalée depuis Bonâme, dont fait mention Erwin F. Smith dans "Bacteria in relation to Plant Diseases" Vol. III. Bien d'autres mentions de la gommoise ont été faites à Maurice par des officiers du Département d'Agriculture. Mon article dans le numéro Juillet-Août de la Revue Agricole de l'Ile Maurice avait en vue d'attirer l'attention sur d'autres aspects de la maladie que les recherches récentes avaient mis en lumière.

En ce qui a trait aux critiques quant à l'incertitude dans le diagnostic du "Pokkah-bong", je dirais que dans un diagnostic basé seulement sur des symptômes surtout dans le cas d'une maladie comme le Pokkah-bong, dont la cause est obscure, on doit être prudent et se garder de conclure hâtivement, malgré l'abondance des auteurs que l'on peut consulter. Pour cette raison et aussi pour la raison que le "Pokkah-bong" peut, apparemment

revêtir plusieurs formes, je disais que les différents symptômes anormaux décrits par Monsieur Orian faisaient soupçonner des étapes ou des formes différentes d'une même maladie — Pokkah-bong. J'ai peu de doutes que certains des symptômes observés sont bien ceux du Pokkah-bong de Java. Les autres pourraient ou ne pourraient pas avoir trait à des formes différentes de la même maladie. Le rapport, s'il en existe, entre ces conditions anormales de la canne, ne peut être établi que par l'expérience.

L'attention n'a pas été jusqu'ici attirée sur tous ces symptômes simplement parce qu'ils n'ont pas trait à une maladie ou à des maladies sérieuses de la canne.

En plusieurs occasions pourtant, mention a été faite, dans les premiers rapports de ce Département, de la "pourriture de la tête" (top rot), et de la "pourriture du cœur" (heart rot); mais aucun rapport n'était établi entre ces maladies et le Pokkah-bong. J'ai indiqué clairement dans la note précédant l'article de Monsieur Orian que la maladie décrite par lui — que nous soupçonnons être le Pokkah-bong *ne semble pas causer de pertes sérieuses*, et que *la pourriture du cœur est rare*. Dans les autres pays à cannes on considère aussi le Pokkah-bong comme *d'importance secondaire*. Il n'y a, par conséquent, aucune raison de s'alarmer du fait de son existence à Maurice.

(Traduit de l'Anglais)

E. F. S. SHEPHERD  
Botaniste et Mycologue.

## Réponse à M. de Villèle

Département de l'Agriculture,  
Réduit.

24 Décembre, 1928.

Monsieur le Rédacteur  
de la Revue Agricole de l'Ile Maurice,  
Curepipe.

Monsieur,

Je lis dans le numéro 11 de la "Revue Agricole" de l'Ile de la Réunion (Novembre 1928), une critique plutôt acerbe de l'article sur le Pokkah-bong que j'ai publié dans le dernier numéro de la Revue Agricole de l'Ile Maurice.

Je n'ai nul désir d'entrer en polémique avec Monsieur de Villèle, mais je tiens néanmoins à lui dire, avec tout le respect que je dois à son âge beaucoup plus avancé que le mien, combien j'ai été surpris de trouver sous la plume d'un homme de science une diatribe de ce genre.

Monsieur de Villèle écrit : "que je termine mon étude par ces lignes de nature à inquiéter ceux qui ont à cœur la prospérité de notre principale

culture coloniale”, et il cite le paragraphe suivant : “..... nous répéterons que les pourritures les tissus dont nous avons parlé ne nous semble être que des complications dues à des causes secondaires, mais étroitement liées aux attaques sévères de la maladie. Nous dirons aussi que nous avons rencontré les symptômes décrits sur presque toutes les variétés de cannes cultivées ici, quoique les cas se voient plus fréquemment sur certaines espèces très hâties, comme la D/ 109 et la D.K. 74 par exemple”.

Monsieur de Villèle n'a pas remarqué que pour ne pas effrayer le planteur, ne serait-ce que par ce nom de pokkah-bong, à consonance si bizarre, j'ai commencé mon article en disant que “ cette maladie compte parmi celles de moindre importance attaquant la canne à sucre ”. (p. 208). Plus loin, à la page 211, je dis que “ nous avons rencontré quelques cas où la pourriture du cylindre central de jeunes feuilles, descendait complètement jusqu'au point végétatif du sommet de la tige, sans avoir encore envahi celui-ci ; mais, d'autre part, nous avons vu de très rares cas où la tige elle-même avait fini par être envahie par une pourriture ... ”.

Monsieur de Villèle fait une allusion à certains maladies contagieuses alors que j'ai écrit ceci : “ Quoique sa cause reste inconnue, nous pensons qu'elle résulte de conditions climatériques agissant d'une façon ou d'une autre sur le développement du point végétatif... ”, et Monsieur Shepherd, dans l'article faisant préface au mien dit : La maladie “ ne semble pas occasionner de pertes sérieuses et les cannes atteintes reprennent vite leur poussée normale, à moins que n'advienne la pourriture de la tête, ce qui est toutefois rare. Il ne semble pas qu'elle soit transmise par les boutures provenant de cannes ayant été malades.”

C'est intentionnellement que j'emploie ici des caractères particuliers pour ces membres de phrases et je ne pense pas que les passages ci-dessus mentionnés aient été “ de nature à inquiéter ” les planteurs mauriciens qui autant que ceux de la Réunion, “ ont à cœur la prospérité de notre principale culture coloniale ”.

En passant, je remarque avec quelque étonnement que Monsieur de Villèle qui vient nous enseigner que “ le mot Leap scald veut dire en bon français brûlures de la feuille ”, a omis de nous dire comment les mots “ pokkah-bong ” se traduisent dans ce même français.

Le Rédacteur de la Revue Agricole de l'Île de la Réunion ajoute encore : “ Disons en passant que la traduction d'un document, d'une citation, d'un passage, d'un auteur étranger dans une langue doit être faite par quelqu'un dont cette langue est celle qu'il parle, de façon que le lecteur qui lit cette traduction n'ait pas à son tour à se demander ce qu'elle signifie ; c'est ainsi que l'Inspecteur des Plantes ... se laisse difficilement comprendre quand il se sert du mot moignon pour indiquer la maladie de la canne. Il est malaisé de traduire sa pensée en une langue qui n'est pas sa langue maternelle.”

Je reste confus de savoir que Monsieur de Villèle m'aït si difficilement compris ; pourtant je ne me suis jamais servi du mot moignon “ pour indiquer la partie malade de la canne ”.

A la page 211, je dis que “ le moignon laissé sur la plante montre des bords noircis à l'endroit où la rupture s'est faite ”; plus loin j'écris : “ Après quelque temps la partie verte du cœur paraît, et, plus tard, plusieurs moignons insignifiants, à bouts noircis et desséchés se montrent, témoignant de la pourriture qui a eu lieu précédemment.”



*Cliché R. Halbwachs.*

Salle d'emballage du tabac à exporter



*Cliché R. Halbwachs.*

Classement du tabac destiné à l'exportation.



Tout de suite après, j'ajoute que "parfois les moignons ne sont constitués que par des gaines seulement, le limbe des feuilles atteintes ayant été détruit en entier par la pourriture."

D'autre part, la figure 6 porte la mention : "moignons laissés sur la plante par la pourriture des feuilles". Je n'ai rien à dire si Monsieur de Villèle trouve après cela que j'ai employé le mot moignon "pour indiquer la partie malade "de la canne".

Quant aux leçons que me donne Monsieur de Villèle en parlant "de la traduction de la pensée en une langue qui n'est pas sa langue maternelle", je lui dirai tout simplement qu'il fait fausse route ici, parce que je ne suis pas "un auteur étranger" dans la circonstance, mais tout simplement un Mauricien ; et Monsieur de Villèle doit bien savoir que la langue maternelle du Mauricien est la langue française. Mon article a donc été écrit directement en français ; seulement, à ce qu'il paraît, Monsieur de Villèle ne l'aura pas très bien compris, comme il n'a pas compris le sens dans lequel j'ai employé le mot moignon.

Je m'excuse auprès de vous, Monsieur le Rédacteur, de la longueur de cette lettre, et je vous prie de vouloir bien agréer

mes remerciements anticipés,  
et mes salutations empressées,

G. ORIAN  
Inspecteur des Plantes.

## Technologie

### Milling of the UBA cane in South Africa

With the new agreement for cane payment, millers have been more or less compelled to pay more attention to the grinding capacity of their mills.

The increase in the crushing rate is steadily maintained but unfortunately the same observation cannot be applied to the extraction which is still low, and is deduced from November figures.

	Maceration o/o cane	Extraction	Fibre o/o cane
(a)	32.4	87.0	17.40
(b)	28.5	86.8	14.85
Weighted average	26.8	89.6	15.91

The Uba cane being more difficult to handle than the other varieties engineers have devoted more attention to the crushing capacity, their aim has been to get as great a tonnage as possible through the mills with the least possible stoppages.

The hardness of the Uba cane is not due to the total amount of fibre, but to the proportion of vascular or rind tissue fibre.

The average fibre content is round 15 o/o with a stalk thickness varying from 3/8 to 1 1/4 inch.

It is obvious that a stout cane will be softer since it contains less vascular tissue in proportion to the cellular or pith fibre.

The ordinary crushing plant consists of four three roller mills of 32 inches by sixty six and is almost invariably preceded by a cane preparing unit-KRAJEWSKY, double FULTON, SEARBY SHREDDER, or MAXWELL CRUSHER SHREDDER.

Whatever is the equipment, it is absolutely essential that the feed be an even one, the methods employed are HAND-FEEDING, CANE RAKES, TIPPING OF TRUCKS AND DERRICKS.

The adopted method varying with the crushing plant and the cost of labour.

Despite the value of the mechanical off loaders, the old but actually expensive method of hand feeding, is undoubtedly the best.

No matter how carefully handled, the different mechanical devices cannot overcome entirely either accumulation of cane or gap on the carrier, thus altering the evenness of the feed.

Cane Knives are used for levelling the feed obtained from mechanical off loaders, they also contribute in increasing the capacity of the plant.

Crushers of different types are met for the preparation of the cane prior to crushing, according to the writer the double Fulton seems to be the best for the Uba cane. The SEARBY SHREDDER as well as the MAXWELL CRUSHER SHREDDER are really wonderful machines but both require too much power.

The rollers are all more or less deeply grooved and intermesh, they cut into tiny bits the partly crushed cane, but do not allow the compressed juice to have a free exit, flooding and reabsorption very often take place. The resulting bagasse has a very deceiving appearance. Grooved rolls also require their edges to be kept sharp, this consequently greatly reduces their length of service.

In the writer's opinion deep intermeshing rollers should only be used for the first units but not for the last ones.

The moisture of the bagasse coming out of deep grooved rollers, generally increases with the amount of maceration water used, this is a proof of the non free exit of the thin juice.

PUSHERS are also used to help the feed of all the units, they are driven from the first motion gearing shaft and have a stroke of about ten inches, they come down to about three inches of the feed roll, working at a speed of about eighty strokes per minute.

The most reliable pusher is the MEESTER PATENT FEED ROLLER.

It consists of a grooved roller between the top and front rolls, rotating with 10 to 25 per cent greater velocity in the same direction as the front roll. The drive is obtained from a sprocket wheel carried by the shaft of the top roll.

As for the grooving of the rolls, the following is favoured in many factories.

The 1st mill has all rolls deeply grooved, one inch pitch and intermeshing, the other units being also deeply grooved 6/8 pitch and intermeshing.

The following openings are also encountered.

	Feed	Discharge	Height of trash plate
1st Mill	...	7/8	4/8
2	"	6/8	3/8
3	"	6/8	2/8
4	"	3/8	1/16
			2 1/2 inches
			2 1/4 "
			2 1/4 "
			2 "
			2 "

In the writer's opinion the rolls of the last units should be of a coarse grained metal, the back and front rolls should be provided with MEESCHAERT grooves and scrapers.

The feed should be helped by means of MEESTER ROLLERS so as to eliminate stoppages.

E. HADDON

Mauritius, Dec. 1928.

## Zootechnie

### Les Chèvres

Il semblera oiseux à beaucoup de gens que l'on parle de l'élevage de la Chèvre dans un pays où cet animal s'élève pour ainsi dire de lui-même et laisse cependant de substantiels profits.

Ce que nous voulons faire comprendre c'est tout le parti qu'on pourrait en tirer si son élevage était pratiqué d'une façon méthodique. Il ne consiste en somme dans la majorité des cas qu'à donner la liberté à l'animal afin qu'il trouve de lui-même sa nourriture et à le rentrer la nuit pour le mettre à l'abri des intempéries et du vol.

On n'a jamais eu souci jusqu'ici de développer ses qualités et d'améliorer par une sélection intelligente son type en vue d'un meilleur rendement.

L'élevage local se pratique surtout sur la région côtière et jusqu'à une altitude de 500 à 700 pieds au dessus de laquelle il offre moins de garanties de succès et n'est même guère plus praticable qu'en étable dans lequel cas l'entretien de cet animal devient onéreux.

Alors qu'à Maurice il n'est élevé uniquement qu'en vue de la boucherie, partout on l'exploite aussi pour son lait que l'on consomme frais ou que l'on convertit en fromages ou en beurre de grande renommée. La production locale est si forte au dessous des besoins que même avec l'adjonction des importations de Rodrigues la chair du cabri c'est-à-dire du chevreau ou du Bouc castré se vend presque deux fois plus cher que celle du bœuf et si ce n'était qu'elle est particulièrement estimée de certaines castes indiennes elle trouverait pour cette raison fort peu d'acheteurs.

Cependant de tous les animaux de boucherie c'est assurément celui qui coûte le moins de soins et de dépenses et reste encore le plus productif.

Élevé hors des villes, dans la région du littoral où existent de grandes

superficies de terres incultes l'entretien de cet animal ne coûte rien à celui qui l'élève et qui peut en moins de deux ou trois ans en commençant avec quelques unités seulement se constituer un troupeau assez important pour lui donner des revenus très substantiels.

Il serait difficile de rattacher le type local à aucune des nombreuses races européennes ou asiatiques. On rencontre cependant des individus dépourvus de cornes à robe d'un blanc crème qui rappellent la Saanen, d'autres avec des caractères qui sembleraient indiquer une origine Pyrénéenne ou Alpine ce qui serait très vraisemblable étant donné les importations de sujets européens qui ont été dans le passé assez fréquentes. De quelque façon que la variété locale se soit créée elle présente assez d'uniformité dans la forme, la taille et ne varie que par la nuance de la robe qui présente tous les tons : blanc, crème, noir, fauve, gris, pie ou soit de nuance uniforme.

Cet élevage chacun le sait est pratiqué presque exclusivement par les indiens qui d'ordinaire ne conservent qu'un petit nombre d'animaux en raison des moyens restreints dont ils disposent et rarement en troupeaux de quelque importance peut-être parceque l'expérience leur a démontré qu'aussitôt que ces animaux sont en grand nombre ils contractent des affections qui les déciment rapidement et dont les causes leur sont ignorées.

En raison des profits qu'il donne d'une part et du peu de soins qu'il réclame de l'autre, cet élevage a été souvent tenté sur une grande échelle mais sans succès pour la dernière raison précitée et n'a pu par conséquent progresser comme il aurait dû.

Cependant la précocité et la rusticité de cet animal de même que sa grande prolificité unies à ses aptitudes remarquables d'adaptation en font un élément d'exploitation digne du plus haut intérêt. Si l'on se met en présence de ce qui se fait en Europe, en Asie et en Afrique dans cette dernière voie on est surpris de constater le rôle économique important qu'il joue dans les exploitations rurales et des avantages réels qu'il présente à de nombreuses populations montagnardes. C'est ainsi qu'en Allemagne il a déplacé le chien comme petit animal de trait et sert d'une façon courante au transport des divers produits de la ferme aux lieux de vente, que la peau des Chevreux donne lieu à une industrie importante celle de la mègissérie. Son lait dont on fait ici peu de cas sert à la confection de fromages et de beurre renommés et est consommé frais partout où se pratique son élevage. On sait que ce lait est plus léger que celui de la vache et convient particulièrement aux jeunes enfants, aux convalescents et aux adultes atteints d'affections de l'estomac.

Certaines races telles que l'Angora sont élevées pour leur poil et ce genre d'élevage qui est pratiqué en Afrique du Sud, en Amérique et dans l'Inde constituent pour ces pays une industrie considérable.

L'effectif des populations caprines Européennes se chiffrait avant la guerre comme suit et démontre l'importance économique de cet animal.

A N N É E S

		1840	1910	1914
Espagne ...	...	... 3,680,000	2,534,220	2,630,000
Allemagne ...	...	... 2,640,990	3,091,285	3,210,000
Italie ...	...	... 2,350,450	2,800,000	2,811,000
Grèce ...	...	... 1,836,625	1,500,000	1,426,000
France ...	...	... 1,845,000	1,558,000	1,561,000
Bulgarie ...	...	... 1,240,000	1,300,000	1,300,000
Autriche ...	...	... 1,000,000	2,035,000	2,120,000
Hongrie ...	...	... 600,000	308,810	420,000
Suisse ...	...	... 414,965	452,810	456,000
Suède et Norvège ...	...	... 357,000	214,300	212,000
Belgique ...	...	... 197,185	241,045	250,000
Pays Bas ...	...	... 154,150	179,400	168,000
Danemark ...	...	... 28,000	31,800	32,000

Quelle est elle à Maurice ? Si l'on se réfère aux chiffres donnés par feu M. Henri Robert en 1914 on trouve que cet effectif n'est que de 28,221 et de 8,500 pour Rodrigues c'est-à-dire 1.004 et 1.600 par mille habitants respectivement proportion qui en ce qui concerne Maurice est fort au-dessous de celle des autres contrées du monde et qui s'élève pour l'Afrique du Sud à 1.951.

Le nombre d'animaux abattus annuellement pour la boucherie d'après le même auteur est de 10,000 dont 3,000 provenant de Rodrigues.

D. D'EMMEREZ DE CHARMAY,

(A suivre.)

---

### The Former Agricultural Students Association

---

L'Association des Anciens Etudiants s'est réunie le 7 Février à l'Ecole d'Agriculture sous la présidence de M. P. de Sornay, président.

Etaient présents : M. le Directeur de l'Agriculture, Dr G. Barbeau, Directeur du Laboratoire de Bactériologie, MM. G. Mayer, L. Baissac, H. W. Edwards, R. Lincoln, G. Ducray, F. Dupavillon, Ph. Cantin, H. Roussel, O. Pastor, J. Vinson, R. Bauristhène, R. Mamet, A. d'Emmerez, O. Davidsen, E. Berchon, A. Carles, Y. Lefébure, A. Rivalland, V. Olivier, R. Avice, J. Jauffret, A. Le Juge, P. Halais, A. Moutia.

Le Président ouvre la séance et présente le rapport suivant :

MESSIEURS,

C'est aujourd'hui notre seconde Assemblée Générale.

Si notre groupe s'est augmenté de plusieurs recrues, c.à.d. des diplômés de la promotion sortante M. Coombes, Duhamel, Halaïs, Jaulfret, Careenac, par contre nous avons eu la douleur de perdre deux de nos collègues MM. Dupont et Fayd'herbe.

Dois-je vous retracer la carrière de ces deux chimistes dont l'activité

et le bon renom étaient si connus ? Je le crois inutile. Leur souvenir est encore vivant et tous ici nous avons pu apprécier les qualités de ces deux hommes qui ont fait honneur à leur profession.

Nous avons eu le regret de voir partir notre Président d'honneur, le Dr H. A. Tempany. Le 20 Juin dernier, notre Association lui offrait un dîner d'adieu donné dans la grande salle de l'Ecole d'Agriculture. Le choix de cette salle était symbolique : les organisateurs avaient voulu rappeler au Directeur d'Agriculture que, le Collège ayant été l'idée première de ce groupement, il importait de dire adieu au Président fondateur dans cette Institution centre vital de notre Société. Un souvenir lui a été offert qui lui rappellera les heureuses années passées parmi nous.

Les conférences ont été peu nombreuses. La première a été faite par M. P. de Sornay sur les cultures de Madagascar.

La seconde a été celle de notre excellent ami le Dr G. Barbeau sur les sérum et les vaccins. Tous ceux qui ont eu la bonne fortune d'être présents, ont apprécié l'exposé simple, précis de cet érudit. Le sujet étant tout à fait spécial, nous avons vivement regretté de ne pouvoir l'insérer dans la *Revue Agricole*, publication particulièrement destinée à l'Agriculture. Nous devons des remerciements particuliers au Dr Barbeau qui a bien voulu, malgré ses occupations, nous consacrer si utilement un peu de son temps. Me faisant votre interprète à tous, je lui demanderai de nous réserver quelques uns de ses rares loisirs à nous préparer une petite causeuse sur un sujet qu'il croira nécessaire à notre instruction générale. Barbeau est un livre que l'on feuillette avec intérêt. Nous connaissons le premier chapitre : nous ne pouvons nous résigner à ne pas tourner les pages suivantes.

Notre collègue Edwards a aussi fait œuvre utile. Après avoir étudié la gomme de la canne, il a voulu faire profiter ses collègues des précieuses observations qu'il avait enregistrées. C'est un exemple à suivre. Edwards débute dans la carrière et cependant il n'hésite pas à montrer qu'il travaille et sait quelque chose. Vous me direz peut être que l'expérience d'Edwards ne s'est pas encore affirmée. C'est possible, mais il prend les moyens de l'affirmer.

Croyez vous que vous progresserez si vous vous contentez du travail routinier quotidien. Gardez-vous d'étrécir la connaissance de votre profession à votre besogne de tous les jours. L'effort d'apprendre relève de la volonté : cette volonté doit être disciplinée car dans l'effort, l'ordre doit régner. Le programme est vaste : au fur et à mesure qu'on l'exécute, il s'étend. Chacun alors apporte sa pierre à ce grand édifice qu'on nomme "La Science". Il y a des privilégiés de la nature c'est vrai, mais de ceux là on exigera beaucoup. Tout le monde ne peut pas être un Pasteur, un Berthelot, un Pellet, un Curie et autres mais tous dans la mesure de leurs moyens doivent s'efforcer d'apporter à la prospérité de notre petit pays, leur faible coopération.

Un autre exemple nous est donné par Edwards. C'est sa conviction qu'il peut être quelqu'un. Cette croyance en lui l'amène à nous quitter. Et pourquoi pas ? Vous croyez-vous inférieurs aux métropolitains qui, le plus souvent, viennent compléter leur instruction aux Colonies et former leur expérience ? Non, le Mauricien est intelligent : cette intelligence il l'a exercée dans la littérature, dans les arts, dans les sciences. Notre île verdoyante nous captive et nous enchaîne. Ne nous laissons pas gagner

par un attachement simplement affectif. L'Empire a besoin d'hommes ; faites voir qu'il y a ici une pépinière où l'on pourra puiser. Allez à travers ces immenses territoires britanniques faire reconnaître que la science est un héritage que vous ont légué plusieurs des vôtres avec les plus belles traditions d'honneur et de dévouement.

Souvenez-vous de vos ancêtres. Dans des temps difficiles ils ont quitté patrie, famille, amis pour venir organiser ce pays, le faire prospérer. Leurs fatigues, leurs sueurs, leurs larmes ont fécondé cette terre qui vous a vu naître, qui vous a nourris. Les morts parlent, Messieurs, écoutez-les, ils vous diront que la science est un champ d'honneur où l'on peut servir sa patrie.

Nous félicitons Edwards de l'honneur qui lui est fait. Tout en le remerciant de sa sollicitude pour notre association, nous lui souhaitons un plein succès et une excellente santé pour lui et Mme Edwards.

Les membres du Comité n'étant pas rééligibles, l'on procède à de nouvelles élections.

Sont élus MM.	G. Mayer	17 voix
	R. Avice	12 "
	F. Berchon	11 "
	P. Halais	10 "
	Ph. Cantin	7 "

Le Trésorier donne lecture de l'Etat de situation qui fait voir une balance en caisse de Rs 44.—

Deux auditeurs sont nommés MM. Dupavillon et A. Moutia.

M. G. Mayer présente une motion à l'effet de créer un fonds de prévoyance pour les membres de l'Association. Cette motion est secondée par M. R. Lincoln.

Après certaines explications données par le Président, le Dr. G. Barbeau et M. d'Emmerez, M. P. de Sornay propose que le nouveau Comité étudie les modalités à appliquer pour l'obtention des fonds et s'adjoigne le Dr. Barbeau qui a eu déjà l'occasion de s'occuper de cette question.

Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

M. Edwards développe sa motion relative à la coopération plus effective entre les membres et propose qu'un organisme soit créé en vue du déplacement des membres.

Le Président M. de Sornay seconde cet motion et ajoute quelques explications sur le mécanisme de cet organisme. Il conseille au nouveau Comité de choisir M. R. Avice comme Secrétaire et de le charger de l'étude et de la mise au point de cette proposition. L'Assemblée approuve.

MM. L. Olivier et G. Ducray sont nommés membres de l'Association et M. E. Shepherd membre honoraire.

Le Président avant de lever la séance propose de nommer par acclamation le nouveau Directeur de l'Agriculture Président d'Honneur de l'Association.

Cette proposition est chaleureusement accueillie.

## CHAMBRE D'AGRICULTURE

**Réunion plénière du vendredi 21 décembre 1928**

**PRÉSIDENCE DE M. JULES LECLEZIO—PRÉSIDENT**

Présents : M. Maurice Martin, C.B.E. le capitaine H. G. Hitchcock, M.B.E., MM. Pierre Montocchio, Pierre de Sornay, Alph. Lagesse, Félix Montocchio, Léon Maurel, Louis Labat, Dr A. d'Arifat, Raoul Du-fourq, Henri et René Wiehé, Frédéric Langlois, Lionel Lincoln, Dr Rama, Fernand Montocchio, Henri Lincoln, E. Gallet, A. de Spéville, Oct. Lagesse, Charles Bestel, Pierre Hugnin, L. Bulau, E. Langlois, S. P. Le Vieux, L. Le Breton, Louis M. Espitalier Noel, Edouard d'Unieville, M. Soobrattee, Edouard Rouillard, Edg. Desmarais, Alfred et André Brown, G. Latapie, T. Cowin, Louis Baissac, Ludovic Maingard, Paul Merven, Gust. Pilot, Alex Bax, Ed. Rouillard fils, H. J. Jourdain, M. F. Brickdale, Maurice Rey, René Feuilherade, A. Maingard, Pierre Allard, Eug. Rousset, J. Chateau de Balyon, Louis G. Adam, Louis Leclézio, Louis Goupille, Jules Hein, Pierre Goupille, Gaston Desmarais, Abel de Robillard, A. d'Unieville, André Maurel, Lisis Marot, André Adam, Edgar Piat, F. L. Morel, Léon Daruty de Grandpré, Evenor Desvaux, France de Robillard, J. N. Sonah, A. Ahlaman, Léon Mamet, Mee. Martin fils, Georges Mayer, Raoul et René Raffray, Louis Eynaud, Raoul Noel, Th. Régnard, Ad. Dalais, E. Caramantally, Pierre Dalais, Ivanoff Desvaux de Marigny, J. Le Blanc, H. G. Dueray, Tristan Mallac, Maurice Carles, C. W. Jackson, Alf. Leclézio, Gaston Clarenc, G. Castel, C. Bathfield, Henri Koenig, G. Loumeau, René Raffray, Lucien Marot, Marc Wielé, J. Le Maire, Ed. Montocchio, Pierre Adam, Em. Rochery de Marcehay, M. Guimbeau, Jules Rousset, M. de Spéville, P. H. Galea, Sevaramen Betchoo, Mohrbeer Mungui, G. Le Noir, M. de Chazal, Georges Antelme, André Lacoste, Raoul Desvaux de Marigny, N. Daruty de Grandpré, Lolliot, M. Bonieux, Ed. Antelme, Jean Hein, Georges Hourquebie, Ph. Lagesse, Serge de Maudave, Loïs Robert, Pierre Piat, H. D. Jewell, Ph. Daruty de Grandpré, H. d'Avray, Henri Dalais, Roger Pezzin, Louis Koenig, Oct. Rouillard, René Maingard, Ernest Le Maire, Louis Louie, G. Mancini, Louis Larché, Gaston Montocchio, J. A. Duclos, W. B. Collingridge, Voley Goupille, Michel Rey, A. de Senneville, Ph. Lahausse de Lalouvière, Max. Régnard, N. Sayed Hossen, Pierre Leclézio, Fernand Leclézio, Emile Sauzier, Max. Bouillé, H. Maingard, C. Loyseau, P. Robert, Em. Bouffé, etc.

Un nombre considérable de personnes n'avaient pu trouver place dans la grande salle de l'Institut, servant de lieu de réunion à la Chambre d'Agriculture.

En ouvrant la séance, le Président fait allusion à la mort de Lady Souchon, femme de l'éminent Délégué de la Chambre à Londres. Il dit qu'il a adresse, au nom du Bureau et des membres de la Chambre, un télégramme de condoléances à Sir Louis Souchon et qu'il a, en même temps, prié télégraphiquement M. Martial Noël de déposer une couronne, de la part de la Chambre.

Abordant ensuite l'objet de la réunion, le Président s'exprime en ces termes :

— 21 —

MESSEURS,

Je regrette que notre local ne soit pas assez grand pour contenir tous ceux qui ont voulu assister à cette importante réunion. En même temps, cette affluence prouve combien tout le monde s'intéresse à la question qui fait l'objet de la séance, combien chacun se rend compte qu'il s'agit d'un intérêt absolument vital pour le pays.

Aussitôt avisé par l'Hon. Secrétaire Colonial, de la part de Son Excellence, de la décision prise par elle de ne pas prélever cette année le droit de sortie pour le remboursement du prêt de 1926, j'ai prié l'Hon. Secrétaire Colonial de vouloir bien adresser à Son Excellence nos biens sincères remerciements pour cette heureuse décision.

De plus, je m'en suis entretenu avec les Honorables Dr Laurent et Adam qui, au Conseil du Gouvernement, ont remercié Son Excellence au nom des planteurs et de toute la communauté.

C'est réellement une heureuse décision qu'a prise Sir Herbert Read—non seulement au point de vue pécuniaire, pour l'argent que cette mesure laisse en circulation—mais l'effet moral est d'un grand poids. La confiance dans le Gouvernement est ranimée, on comprend mieux qu'on peut compter, comme on se plaisait à le penser, sur notre Gouvernement.

La déclaration relative à la remise pour cette année de ce droit de sortie et à l'examen des mesures à prendre pour placer l'industrie sucrière *on a sounder basis*, est un geste qui ne nous étonne pas de Sir Herbert Read et que nous avons accueilli avec une grande satisfaction. Cette déclaration faite au Conseil du Gouvernement le 20 Novembre 1928 est ainsi conçue :

Gentlemen,

As there is much anxiety in the Sugar Industry of the Colony at the present time, I consider it advisable to make a short statement.

As you are aware, it was agreed that, when the House Tax Ordinance had been passed, steps would be taken to abolish what remains of the export duty levied under Ordinance 11 of 1920. A draft Bill for that purpose will be introduced at the next meeting of the Council.

I have also been concerned for several weeks past with the serious position which has arisen through the sudden drop in sugar prices. As an exceptional measure and in order to relieve the industry, and especially the small planters, of this year's difficulties, I am prepared to devise means for remitting on this year's crop the duty leviable under Ordinance 15 of 1926, but, before approaching the Council for their approval, I propose to discuss with the Chamber of Agriculture the date on which the duty collected this year might be repaid.

It is also proposed that the Government should discuss the general situation with the representatives of the sugar industry with a view to ascertaining what steps can be taken to place the industry on a sounder basis.

Je proposerai que cette déclaration soit conservée dans nos archives, avec une annotation disant l'expression de notre gratitude.

L'industrie sucrière, Messieurs, traverse une crise aiguë ; il y a sur-production de la denrée dans le monde entier, et deux pays principalement se font une guerre acharnée, Java, produisant à bon marché grâce à une main-d'œuvre abondante, à des terres d'une grande fertilité, à une caune

à rendements merveilleux, la fameuse P.O.J. 2878, à des usines modernes ; et Cuba, moins privilégié que Java, mais bénéficiant d'un droit préférentiel aux Etats-Unis. Ces deux pays encombrent tous les marchés de leurs sures, qu'ils offrent en concurrence à vil prix.

Il y a aussi à noter que Java fait de l'assolement, je crois après chaque coupe, je n'en suis pas certain—on y cultive que la vierge et l'assolement est obligatoire. Et savez-vous la plante d'assolement qu'on y emploie ? C'est le *Soja*, sorte de haricot produisant une huile alimentaire et dont les tourteaux servent aussi à l'alimentation humaine, les Chinois en font grand usage. Et savez-vous qu'aujourd'hui les marchés sont inondés d'huile de soja. Là encore, Java vient faire concurrence à nos huiles de coco.

Je suis redevable à M. Noël d'Unienville de ces renseignements intéressants que je vous communique au sujet de l'assolement à Java et du soja.

Quand cessera cette guerre entre les deux plus gros producteurs de sucre ? Nous n'en savons rien, mais cela ne peut durer. Il y a deux ans, Cuba a fait une tentative d'entente entre les pays producteurs, et l'insuccès a été dû au refus de Java de se joindre au mouvement. Je crois que M. Tarafa, le délégué cubain, doit bientôt se rendre en Europe, où la question sera de nouveau examinée.

Nous subissons ici les conséquences désastreuses que cause cette véritable guerre entre Java et Cuba, et nous nous trouvons présentement dans de sérieuses difficultés financières. L'heure est grave, pleine d'anxiété, mais rien n'est perdu. J'ai une confiance absolue dans l'avenir de notre industrie sucrière ; j'ai confiance qu'avec une assistance du Gouvernement, nous sortirons des difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises.

La situation du pays et de ses habitants est maintenant extraordinaire ; le pays dépend uniquement de l'industrie sucrière. Cette industrie est en butte à des difficultés financières, tandis que la Trésorerie est dans une position presque unique ; elle possède à l'extérieur plus qu'il ne faudrait pour payer la dette de la Colonie. L'Honorble Secrétaire Colonial l'a établi bien clairement à l'une des dernières séances du Conseil du Gouvernement. Cette position donne à la Colonie un gros pouvoir d'emprunt à l'extérieur. Comment donc penser que le Gouvernement pourrait laisser péricliter l'industrie sucrière, quand il a les moyens de la maintenir et de la faire progresser ?

A quoi sont dues nos difficultés financières ?

Nous pouvons dire qu'elles procèdent de causes indépendantes de notre volonté. Après la grande année 1920, qui a mis tant d'argent dans le pays, les prix de sucre ont baissé à un taux qui ne pouvait être prévu.

Nous avons dû, malgré tout, continuer l'exploitation de nos biens avec une main-d'œuvre difficile parce que riche, ayant des réserves et ne désirant pas travailler. L'espérance était de voir revenir les beaux prix, mais à part 1923, nous avons été déçus et petit à petit nous avons épuisé nos réserves.

Notre richesse de 1920 a servi à beaucoup de choses. D'abord on a payé les dettes qu'on avait contractées ; on a dépensé beaucoup d'argent dans le pays, il est vrai, mais cela est naturel, il fallait que tout le monde profite dans une certaine mesure de cette richesse.

Beaucoup de propriétaires et d'actionnaires étaient en Europe et leur argent y a été transféré ; beaucoup de capitalistes de l'extérieur, ne trouvant plus de placement à Maurice, ont fait revenir leurs fonds.

La baisse du change en 1920 a fait perdre beaucoup d'argent. Une partie de nos 90/ a été réalisée à Rs 7.50, Rs 8 et Rs 9 la £.

Nous avons versé au Development Fund Rs 14,196,161.30.

Nous avons introduit des machineries pour améliorer nos usines et cela se monte à des chiffres considérables.

De 1916 à 1920, le total du coût des améliorations apportées aux usines est de ... ... ... ... ... Rs. 11,190,000

et le coût du matériel, de transport et des loco-

motives est de ... ... ... ... ... 9,700,000

Rs. 20,890,000

Je n'ai pas le renseignement année par année ; mais il est évident qu'une bonne partie de cette somme a été dépensée en 1920. De 1921 à 1925 il a été dépensé pour ces mêmes objets :

Rs. 18,650,000
et            ...            ...            9,700,000            respectivement

soit au total            ...            ...            Rs. 28,350,000

Ces renseignements sont donnés dans le très remarquable rapport présenté par le Comité spécial de la Société des Chimistes à la Conférence Sucrière, rapport publié dans la *Revue Agricole* No 33, mai-juin 1927.

A ce propos, je me plaît à signaler une fois de plus l'intérêt de la *Revue Agricole*, à laquelle tous les planteurs, et tous ceux qui s'intéressent à l'industrie sucrière, devraient être abonnés.

Toujours pour ces mêmes items il a été dépensé respectivement :

en 1926            Rs 1,167,976            Rs 333,066

en 1927            Rs 1,087,302            Rs 418,620

Et combien n'avons-nous pas dépensé pour l'introduction de tracteurs et de charrues ?

en 1921 il y en a eu pour Rs 83,753

en 1922            "            173,635

en 1923            "            262,409

en 1924            "            189,253

en 1925            "            160,150

en 1926            "            67,000

en 1927            "            70,535

Nous avons construit sur toutes les propriétés de beaux bâtiments pour nos usines et cela a coûté cher.

Il serait difficile ici de faire une analyse plus approfondie.

Les exigences du moment, la nécessité de se maintenir et, pour se maintenir, de suivre le progrès, nous ont obligés à consommer nos réserves. Comment pouvait-il en être autrement avec les bas prix que nous avons depuis 1924 ?

1924 prix de vente            ...            ...            ...            Rs 12.32½

1925            "            ...            ...            ...            8.90½

19 6            "            ...            ...            ...            11.59

1927            "            ...            ...            ...            9.62

Je cite là les prix obtenus au Mauritius Sugar Syndicate, et nous ne pouvons espérer guère plus de Rs 8.40 pour 1928.

Et il est bon de noter que le prix de 1926 est de Rs 11.59 en comprenant l'avance faite par le Gouvernement de Rs. 1.34 2/5 par cent livres de sucre exporté.

Nous avons fait tout ce qui était possible pour abaisser le coût de fabrication, mais cela n'a pu être fait en une seule année. Il n'était pas en notre pouvoir de réduire le prix de la main-d'œuvre ; on est arrivé à le faire, et cela sans heurts, sans bouleversements ; nous sommes arrivés à un prix de revient raisonnable, qui pourrait être encore réduit si le prix des denrées alimentaires, des sels chimiques, des cornsacks et des autres articles d'une nécessité absolue ne se maintenait élevé.

Voici quelques prix qui font voir clairement l'impossibilité de réduire les dépenses de ce côté :

AVERAGE SELLING PRICES RULING FROM 1924-1928.

	Rice	Cornsacks	CHEMICAL SALTS			Sodium Nitrate	Coal
			Sulphate Ammonia	Nitrate Potash			
1924...	16.98	78.	300.	390.	250.	48.65	
1925...	17.21	78.50	240.	360.	240.	36.55	
1926...	17.21	86.	225.	325.	210.	37.50	
1927...	16.69	61.	200.	300.	185.	39.40	
1928...	16.16	71.	190.	290.	180.	42.	

Un autre point très important, et qui influe sur le prix de revient, en permettant de faire une belle coupe ou en causant une réduction, ce sont les conditions climatériques défavorables ou favorables à la culture ; de 1924 à 1928, nous avons eu chaque année un cyclone, voire deux. Et surtout des cyclones arrivant lorsque la saison est avancée, les cannes grandes, font beaucoup de mal.

Le *Phytalus* a été pour nous une cause de dépenses et le champ auquel cette larve s'attaque est un champ perdu.

Au commencement de cette année, nous avons fait tout ce qu'il a été possible de faire pour combattre les nouveaux droits anglais qui pénalisent nos beaux sucs blancs. Sir Louis Souchon, notre dévoué représentant à Londres, a réussi à faire augmenter la Préférence pour nos sucs blancs, mais pas autant qu'il l'aurait voulu. Tout de même, si nous avons obtenu alors une augmentation de la Préférence pour compenser l'avantage fait

au sucre de cargaison, c'est à Sir Louis Souchon que nous le devons— nous lui avons déjà adressé nos félicitations et nos remerciements.

Les nouveaux droits pénalisant nos sucre blancs, nous avons dû essayer de la fabrication du sucre de cargaison. Les planteurs, n'étant pas habitués à cette fabrication, il y a eu des hésitations et nous avons manqué des ventes au moment où les prix n'étaient pas encore en baisse. La mévente de nos sucre est en partie causée par cet état de choses. On ne pouvait pas vendre du sucre de cargaison, ne sachant si on pourrait en fabriquer. On ne connaissait pas cette fabrication et les usines n'étaient pas pourvues d'un appareil nécessaire : le Sécheur, qui est d'une grande utilité pour la bonne conservation de ces sucre.

Que pouvions-nous faire de plus que de lutter contre ces circonstances adverses ? Je ne vois vraiment pas.

Cette année dès le mois de septembre, en présence de la baisse du prix des sucre, les membres du Bureau de la Chambre étaient comme tout le monde inquiets de la position financière qui pourrait en résulter pour les planteurs de la colonie. J'avais à ce sujet des conversations avec les représentants du Gouvernement et, le 5 octobre, j'adressais à l'Hon. Secrétaire Colonial la lettre suivante !

Port-Louis,  
5th October, 1928.

To /

The Honourable Edouard Nairac, K.C.,  
Ag. Colonial Secretary,  
Port Louis.

SIR

The present conditions of affairs in Mauritius are very serious. The price of Sugar is so low that it is questionable whether this campaign will give us sufficient funds abroad to meet the demands for the purchase of the essential requirements of the Colony.

The new English Custom tariff not extending to our White Crystals the full benefit of the reduction granted to all sugar not over 99° of polarisation has been the cause of great confusion on the Market here for the sale of our Sugar. The more so that, for the last 75 years, Planters who have been manufacturing only White Crystals had to face a new difficult position.

FIRST : the Factory owners had to execute contracts made with Planters by which the latter were to receive only White Crystals.

SECONDLY : the Factories in many cases had not the necessary appliances to satisfactorily turn out Raws, the polarisation of which could not be guaranteed. This is a great danger because, if the polarisation is over 99° on delivery London, the Sugar is penalized by —/- per cwt and if the polarisation is under 99° the sugar is penalized by -/- per cwt. per degree downwards.

I beg to request that you should submit to His Excellency the Governor the suggestion of cabling to the Secretary of State for the Colonies, informing him of the position and asking whether it would not be possible, as a first step towards helping the Colony, to obtain a modification of the present sugar Tariff, so that our White crystals polarising over 99° going to Refineries should have the benefit of the

full reduction of Duty granted to other sugar, including foreign, polarising not over 98°.

The financial position is going from bad to worse and there is no doubt that Government will have to examine the advisability of intervening to help, so as to avoid the grave complications which are likely to result unless there is a favourable change in the Sugar market.

May I be allowed to state that the imposition of the embargo on exportation of species has undoubtedly given great relief to the acute position which the Colony is now facing?

I have the honour to be,

Sir,

Your obedient servant,

JULES LECLÉZIO.

Le même jour, je disais à une réunion ici que, si la position ne s'améliorait pas et s'il ne se produisait pas une hausse sur le marché sucrier, il serait sans doute nécessaire de demander une assistance au Gouvernement.

Le capitaine Hitchcock, 2nd vice-président, et moi-même (en l'absence du 1er vice-président) avons eu depuis des entrevues avec Son Excellence, Sir Herbert Read et avec l'hon. Nairac. Nous pouvons dire que Sir Herbert Read, qui a à cœur l'intérêt du pays qu'il gouverne, ainsi que l'hon. Nairac se sont dès le début intéressés à la question; ils sont au courant de la situation et prennent une grande part à l'anxiété des planteurs. J'ai confiance que nos intérêts ne sauraient être mieux défendus et je ne doute pas que Sir Herbert ne fasse tout en son pouvoir pour intéresser le Gouvernement impérial à notre situation difficile.

Les Courtiers des petits planteurs avaient, le 12 novembre dernier, adressé au Secrétaire Colonial un memorandum qu'ils m'ont bienveillamment communiqué et dont je vous donne lecture:

Port-Louis, 12 novembre 1928.

L'Honorable Secrétaire Colonial,  
Port-Louis.

Monsieur,

Nous, Messieurs : Gabriel Regnard, Lionel Lincoln, Georges Koenig, P. E. Desvaux, G. de Gersigny, Camille Hardy, James Le Maire, Paul Lagesse, Louis Bouic et Robert Roy, avons eu l'honneur de vous adresser, le 8 octobre dernier, un Mémoire sur la situation qui pourrait résulter de la cessation par nos banques de faire des prêts sur les sucrex mis en Dock-Warrants.

Le malaise causé par cette crainte n'a pas été de longue durée et a été plutôt dû à un malentendu: les trois banques ont en fait continué les prêts sur Dock-Warrants, chacune conservant ses clients habituels.

Ces prêts sur Dock-Warrants ont aidé le mouvement financier et ont

permis d'achever la coupe, mais la position des planteurs et particulièrement celle du petit planteur est dès plus angoissante, et nous devons avouer que seule une assistance du Gouvernement, pourrait permettre à un grand nombre de planteurs de faire leurs dépenses de faisance-valoir pour l'année 1929.

Nous, soussignés, représentant 158 planteurs qui feront au total environ trente mille tonnes de sucre, avons dû avertir ces planteurs qu'en présence de difficultés financières causées par l'avilissement du marché sucrier, nous ne pouvions leur promettre de leur faire les avances d'entre-coupe nécessaires pour la culture de leurs terres.

(Signatures)

La crainte des Courtiers de voir cesser les prêts sur Dock-Warrants, n'a heureusement pas été de longue durée. Les circonstances et l'hésitation dans certains cas de faire ces prêts, ont été pour beaucoup dans le malentendu et le malaise qui en est résulté.

La demande des Courtiers était justifiée—la position des petits planteurs étant dans bien des cas des plus critiques. Toutefois, mis en présence de la démarche faite par certains commerçants—démarche dont je vais vous entretenir,—les Courtiers ont retiré leur demande en adressant à l'hon. Secrétaire Colonial le mémorandum suivant :

17 Décembre 1928.

A l'Honorable Secrétaire Colonial.

La suggestion faite par les Négociants d'une avance aux Planteurs sur la coupe 1928, remboursable à longs termes, rencontre notre entière approbation. Nous n'hésitons pas à dire que pareille assistance du Gouvernement à l'Agriculture, dans les circonstances actuelles, serait un réel bienfait et permettrait aux planteurs d'atteindre les mesures qui mettraient l'industrie sucrière sur des bases plus saines.

L'assistance qui serait ainsi donnée aux planteurs nous permettrait de ne pas insister sur notre demande du 8 octobre dernier.

(Signatures.)

MM. Adam & Cie, Blyth Brothers, Ireland Fraser & Co. Ltd. et Alphonse Lagesse, après avoir eu une entrevue avec Son Excellence, le Gouverneur, lui ont adressé, le 10 décembre, une lettre qui nous est communiquée par le Gouvernement pour nos remarques. Je vais prier notre Secrétaire de vous donner lecture de cette lettre :

Port-Louis, Mauritius,

10th December, 1928.

The Honourable,

The Colonial Secretary,

Port-Louis.

SIR,

We have the honour to enclose a Memorandum to His Excellency the Governor setting forth the opinions we expressed verbally at our interview with His Excellency and yourself on 29th ultmo.

As we stated at the time, we may lay claim to be the importers of at least 75 % of the rice, manures, gunnies, coals, etc., supplied annually to the Sugar Estates and therefore to represent those most interested in the trade.

We are, Sir,  
Your obedient servants.

(Sd.) ADAM & Co.  
BLYTH BROTHERS.

For Ireland Fraser & Co., Ltd.

J. IRELAND

Managing Director

A. LAGESSE.

Port-Louis,

Mauritius.

10th. December 1928.

To/

HIS EXCELLENCY SIR HERBERT JAMES READ., K.C.M.G., C.B., &c., &c.

Government House,

Port-Louis.

Your Excellency,

As requested by you at the interview we had the honour of having with you on 23rd November last, we beg to explain briefly the conditions prevailing at the present moment in local Trade circles, which as we stated verbally, are causing us the very gravest anxiety, and to lay before Your Excellency some arguments and suggestions as to how the position may be alleviated.

2. Following on three consecutive bad years, the price at which the 1927/1928 Crop was realized, coupled with no great reduction in the cost of the principal articles necessary for its manufacture, (such as manures, coals, gunnies, rice, etc.) left most of the Estates with a loss to face in April last.

3. These losses, added to those of the previous years, made it impossible for some of the Estates to carry on and produce the present crop, until they had made arrangements with their suppliers (the Merchants), to extend the time for meeting their accounts and, in addition, to supply them with what was necessary to continue their manufacture.

4. The Home Budget, while it aimed at assisting the British Refiners, assisted also the foreign raw sugar producers to the detriment of the Empire producers. It was realised that this would handicap the Mauritius planters to some extent and very drastic steps were taken by all the Estates to reduce their production costs, but it was not foreseen to how great an extent foreign subsidised sugars would be "dumped" into the United Kingdom, resulting in a fall in prices between May last and the present time, in some cases, of over Rs. 3.00 per 50 Kilos. White Crystals,

which in May last were sold at Rs. 11.40 per 50 kilos, were sold in November at Rs. 8.28 per 50 kilos and raw sugars, which in June were fetching Rs. 10.55, dropped in November to Rs. 8.30.

5. This fall in price, sufficiently grave in itself, has caused such a feeling of insecurity amongst many of the Capitalists, who were in the habit of keeping their money in circulation for financing sugar estates and other business, that they are investing their funds in Government and other gilt-edged securities, thereby withdrawing from circulation money which would otherwise have been available.

6. This has greatly added to the difficulties of the Estates to find the necessary money to meet their accounts and, as a direct result of this, several Firms have had to cease their importations or restrict them very considerably, and the time has now come when the other Houses will be compelled to follow suit.

7. We estimate that some Ten millions of Rupees are owed to the Trade by the sugar Industry and, whilst, undoubtedly, a good proportion of this sum has been allowed for in the budgets of the various Estates, many of them will be unable to pay anything like the whole of their indebtedness for some time to come.

8. That period of the year is now fast approaching when contracts will have to be made for coals, manures and gunnies for the manufacture of the 1929/1930 crop and, unless confidence can be restored in trade circles, it is difficult to see how many of the Estates will be able to contract for their essential supplies. Even during the last few months, importations of such vitally important articles as manures have fallen very considerably and the complete inability of the small planter, under present circumstances, to obtain the necessary credit for the manuring of his fields, will undoubtedly be reflected in the crops of the near future.

9. The floating of a Loan on first line mortgage on the Estates, at a low rate of interest, would, no doubt, be of great assistance to the Estates; but we are of opinion that what is of greater necessity at the present time is a more direct means of bringing about an adjustment of accounts between the Estates and their commercial suppliers.

10. Your Excellency has expressed the desire that any steps which may be taken should have a fair prospect of establishing the Sugar Industry on a sound economic basis and the fears that a loan, of the nature suggested below, would only tide over the immediate difficulties without achieving anything of a permanent nature. To this we would reply that the sugar industry as a whole, throughout the world, may be said to be a "subsidised" industry at the present moment and, if foreign sugars, receiving large bounties and subsidies, are to be allowed to continue competing with the sugars produced in the Empire, it is clear that temporary assistance can be of no avail to save this Colony from ruin. Further reductions in costs of production must and will be made, but there will be reached an economic limit, beyond which it will be impossible to go.

11. The desire, however, of His Majesty's Government to encourage production, within the Empire, of essential foodstuffs, particularly Sugar, has been stated so often, that we are confident that, when it has been made to realise the position of the Mauritius Planters, steps will be taken to ensure a better market for our sugars and it is this which encourages

us to approach Your Excellency with a view to obtaining some temporary assistance, to meet the present financial crisis, until such time as conditions improve.

12. The question of obtaining some Preference for Mauritius sugar in India, which Your Excellency informs us he is taking up, is of the greatest interest and we have strong hopes that Your Excellency's efforts in this direction will bear fruit.

13. The provision of a loan of Five millions rupees in 1926, of which Rs. 4,400,000 remain to be paid off, was of very great assistance to the Industry and, in fact, given the position at the time, was of imperative necessity to enable the Industry to adjust itself to the sudden fall which had, then, taken place—for it is difficult to see how the collapse of many of the Estates could have been avoided without some such assistance; but what was not sufficiently realised at the moment was that the length of time allowed for repayment of this loan was insufficient in that it handicapped the planters by an additional Export duty of 50 cents per 100 kilos, for the purpose of repaying Capital and Interest.

14. We venture to suggest that a further loan, raised abroad (as it is essential that new money should be obtained) of some Six Millions of Rupees, the repayment of which, with interest at 5 o/o per annum, would be spread over a period of 30 years, and the conversion of the balance of 1926 loan into one of 30 years, would probably be sufficient to re-establish the Estates position. Repayment of these sums, (a total of Rs. 10,400,000) would entail an annuity, of about Rs. 700,000, and could be met by a special addition of only 36 cents per 100 kilos to the export duty on sugar as against 50 cents per 100 kilos on a loan of only Rs. 4,400,000 at present.

15. A loan such as the one we are suggesting above will, we hope, bring about the adjustment referred to in para : 9 hereof and will therefore restore confidence in trade circles.

16. From the sympathetic hearing which Your Excellency was kind enough to accord to us during our interview, we are led to hope that you will give full consideration to the points we have endeavoured to lay before you, and Your Excellency may rest assured of our fullest and most loyal co-operation in any measures which may be devised for overcoming the present difficulties.

We have the honour to be,  
Your Excellency's most obedient servants,

(Sd.) ADAM & Co.

BLYTH BROTHERS.

For Ireland Fraser & Co., Ltd.  
J. F. IRELAND.

Managing Director,  
A. LAGESSE.

Cette lettre est complète ; elle expose clairement la position et a une grande portée. Nous devons remercier ces Messieurs de leur suggestion au Gouvernement pour l'aide à donner à l'industrie sucrière.

Nous ne pouvons qu'approuver cette suggestion et faire au Gouvernement la demande du prêt sur la coupe 1928.

Cette suggestion est arrivée au moment où le Bureau de la Chambre causait avec le Gouvernement d'une assistance à donner sous la forme d'un prêt, garanti par hypothèque, remboursable à longs termes et à un faible taux d'intérêts, et aussi d'un prêt pour la faisance-valoir de certains planteurs pour 1929.

Il n'y a plus lieu, comme nous l'avons vu, de s'occuper de ce prêt pour la faisance-valoir—mais il reste évident que le prêt sur hypothèque est de toute nécessité—it est indispensable pour nous aider d'une façon effective à mettre l'industrie sucrière sur des bases saines.

Le prêt suggéré par les commerçants, soit une avance sur la coupe de 1928, comme cela s'est fait en 1926, produira sans nul doute des effets immédiats—ce prêt sauvera bien des situations—and permettra d'attendre le prêt sur hypothèque.

Les modalités de ce prêt sur hypothèque devront être établies ; il faudra un peu de temps pour tout régler, c'est convenu—mais si le Gouvernement veut mettre l'industrie sucrière "on a sounder basis", il faut qu'il agisse vite. Si une assistance immédiate n'est pas donnée, le mal ira en augmentant, la culture souffrira, et les coupes futures seront réduites. Déjà, une maison fournissant aux petits planteurs des sels chimiques a vu les demandes d'acquisition baisser de 550 tonnes du 1er juillet au 31 décembre 1928, en comparaison de pareille période de l'année précédente. Les commandes de sulfate d'ammoniaque accusent une diminution très sensible. Il faut tout faire pour éviter une diminution de la récolte. Quel serait le résultat de récoltes réduites pour le pays ? Si l'assistance du Gouvernement est nécessaire aux planteurs, elle l'est aussi pour le Gouvernement lui-même indirectement, et pour le pays tout entier.

Il faut tout faire pour maintenir la production du sucre à Maurice. Au point de vue économique, cela est indéniable. Si l'on abandonne la culture de la canne, même dans une faible proportion, le Gouvernement se trouvera vite en face de cette plaie : le sans-travaillisme, et aura d'autre part des revenus qui baisseront au fur et à mesure de la réduction de culture.

A Londres, les conversations au sujet du budget ont commencé. Sir Louis Souchon nous a fait savoir ces jours derniers qu'il s'occupait de faire prévaloir nos revendications. Espérons que nous aurons là un traitement équitable pour nos sures blancs, en attendant mieux pour les sures de l'Empire en général.

Il y a aussi la demande que la Chambre a faite sur la motion présentée par Mr Wilson pour obtenir une Préférence substantielle dans l'Inde. Son Excellence le Gouverneur s'intéresse à cette question et s'en occupe.

Si nous comparons Maurice aux autres pays de l'Empire, producteurs de sucre, nous voyons que les West Indies sont dans la même situation que nous pour le sucre, mais ils ont l'avantage d'avoir d'autres produits, ils sont de plus bien aidés par la Métropole, ils ont même bénéficié d'un don.

Natal et l'Australie se défendent eux-mêmes, ils sont assez puissants pour le faire, ayant chez eux une forte consommation.

A Natal, les planteurs nous donnent un bel exemple de solidarité. Produisant plus de sucre qu'il n'en faut pour la consommation locale, ils ont décidé, dans le but de ne pas se faire la concurrence et abaisser ainsi les prix qu'ils pensent obtenir grâce à une barrière douanière, d'exporter une proportion de leur coupe. Tous sans exception, ont adhéré à cet arrangement ; c'est une entente parfaite, il n'y a pas eu des gens cherchant à faire les malins et restant en dehors. Aussi ils tirent un joli parti de cette position. Aux dernières nouvelles, ils avaient vendu leurs sures blancs (pas le sucre raffiné, qui se vend plus cher) mais les sures blancs comme notre grade A et notre "supérieur" à £ 22.176 la tonne, tandis qu'ils vendaient leur sucre de cargaison à £ 12.8.7.

A Queensland c'est encore mieux. Un article dans *Facts about Sugar* du 22 septembre nous apprend que ce pays a fait 420,061 tonnes de sures, desquelles 152,384 tonnes ont été exportées, et que le prix moyen obtenu a été de £ 22.0.4 la tonne. Ainsi les planteurs ont reçu pour leurs cannes £ 1.18.0 par tonne, soit environ Rs. 26.13. Nous n'aurions pas été réunis ici aujourd'hui si nous avions un pareil bonheur.

Dans ce même article, il est dit que l'on a fait venir la P.O.J. 2878, qui a été plantée au jardin botanique de Brisbane, où cette canne est en observation. Elle sera livrée aux planteurs si elle est d'une bonne valeur commerciale et si elle n'est pas malade. C'est ce qui a été fait ici ; le premier envoi, reçu par Monsieur Pierre Montocchio a donné un seul rejeton qui a poussé et a produit des jets—the second envoi, reçu par le capitaine Hitchcock, est arrivé en meilleur état. Ces cannes sont cultivées dans des serres au département de l'Agriculture.

Quant aux producteurs étrangers à l'Empire, ils sont encore plus puissants. A part Java, tous bénéficient d'une protection qui leur permet de lutter avec avantage. Et quand je dis à part Java, il est même là nécessaire d'ajouter que la taxe de sortie de 20 sous par cwt fut suspendue pendant la période de crise sucrière de 1887 à 1892, et cette taxe fut entièrement abolie en 1898. Vous trouverez ce renseignement dans le livre de Prinsen Geerlings : "The World's Cane Sugar Industry—Past and Present."

A l'exception de Java qui, placé dans des conditions spéciales produit du sucre à un coût très bas, on peut dire que les autres pays nous font une concurrence déloyale. Et l'Angleterre resterait impassible devant cette situation qui s'aggrave ? Je suis certain que non. Elie aidera ses colonies, comme elle a du reste commencé à le faire. Si nous critiquons à juste raison son tarif douanier, nous devons, d'autre part, reconnaître que ce tarif nous protège contre la concurrence déloyale des pays étrangers ; cette protection n'est tout de même pas suffisante. Pensez que Hawaii, les Philippines et Cuba bénéficient d'un traitement préférentiel énorme aux Etats-Unis : les sures des deux premiers pays sont admis en franchise et Cuba paie un léger droit d'entrée de £ 9.0.0 par tonne. Nos sures blancs, à leur entrée en Angleterre, bénéficient d'une préférence de 5/6 per cwt—soit £ 5.10.0 par tonne.

Dans un numéro de l'*International Sugar Journal* de 1923, vous verrez, (page 4) qu'aux West Indies les négociants sont intervenus, comme ici. Ils ne pensaient pas que le retrait de droits de sortie sur le sucre,

suffisait à l'Industrie. Ils exprimaient l'opinion motivée qu'en pareil cas, les Gouvernements locaux devraient intervenir au moyen de prêts à l'industrie.

Les choses n'ont pas changé là-bas, au contraire, elles semblent avoir empiré.

Voici une note publiée dans le *Trade*, supplément du *Times* du 3 Novembre 1928 :

### BRITISH GUIANA SUGAR

“ AN ACUTE CRISIS ”

Kingston, Jamaica.

A momentous question which the Governor of British Guiana will be invited to consider almost immediately on his arrival in the Colony is the condition of the sugar industry. Cane farmers are facing an acute crisis, and the estate owners are just as seriously affected, on account of the falling price of sugar. On all sides it is admitted that the situation is alarming. Sugar interests complain bitterly of the advantage which Java occupies in the British market with her sugar produced by cheap labour. The fear is entertained that when Cuba turns out 6,000,000 tons of sugar next year there will be no sugar market in British Guiana.

The Sugar Producers' Associations intends to place the whole matter before the new Governor.

Ces jours derniers, nous avons appris par un câble de Reuter que l'Allemagne augmentait les droits d'entrée sur les sucre de 15 à 25 marks par cwt. pour empêcher les sacres étrangers d'entrer en Allemagne.

Dans *Facts about Sugar* du 4 août 1928, nous voyons une communication faite de Prague qui dit que le gouvernement tchécoslovaque, pour maintenir le pouvoir de l'industrie sucrière de faire la concurrence à l'étranger, a dégrisé les taxes de transport et de sortie frappant sur les sucre—ce n'était qu'un commencement. *L'Agence économique et financière* du 15 septembre 1928 publie les raisons données par M. Heilder, Secrétaire-général de l'Association des Sucriers, pour la majoration des prix à la consommation locale ; je vais vous lire cette note qui est intéressante :

“ Monsieur Heilder, Secrétaire-général de l'Association des Sucriers, expose les raisons de la majoration des prix à la consommation : “ Il nous a déclaré qu'il était permis à l'industrie sucrière et aux Letteraviers d'espérer un soutien gouvernemental plus efficace dans la période de crise : l'échec de la Conférence sucrière de Paris, l'an dernier, et la lutte à l'outrance qui s'est ouverte menaçaient l'existence même de cette grande industrie d'exportation qui a réduit présentement aux 2/3 sa capacité de production au prix des plus durs sacrifices ; elle est menacée de devenir même une petite industrie locale. Il aurait été du devoir de l'Etat de la secourir par un régime douanier protectioniste et un abaissement des charges fiscales.

“ Les longues négociations commencées en avril n'ayant pas abouti la majoration des prix devenait une nécessité inéluctable pour les cultivateurs et industriels, afin que les prix de vente intérieurs compensent les pertes à l'exportation.”

Dans le numéro de *L'Agence économique et financière* du 28 septembre 1928, nous lisons :

“ Prague.—L'aide à l'industrie sucrière Tchécoslovaque :—

La Commission gouvernementale discutant la question sucrière, s'est montrée disposée à accorder à l'industrie sucrière un subside de

180 millions obtenus, contre 190 demandés.

Rs 16,000,000

Ces renseignements intéressants nous ont été fournis par notre ami Henri Lincoln, je l'en remercie. Comme vous le voyez, on travaille vite en Tchécoslovaquie ; il faut espérer que le Gouvernement ici agira avec la même diligence. Il est d'impérieuse nécessité que les choses soient faites sans retard.

Voilà comment les pays étrangers, je ne dirai pas se défendent mais au contraire s'arment pour faire la guerre sur le marché sucrier, s'arment pour nous nuire chez nous, dans l'Empire, dont nous formons partie.

Dans ces conditions, pouvons-nous penser que le Gouvernement métropolitain ne comprendrait pas qu'il est nécessaire de protéger les sucre de l'Empire ? Je n'admettrai jamais une pareille chose.

Pouvons-nous aussi croire que le Gouvernement local resterait impossible en présence de la crise financière dont nous souffrons, que le Gouvernement hésiterait ou tergiverserait pour nous donner l'assistance que nous demandons ? Non, c'est impossible. Ce serait une politique dangereuse. Le Gouvernement prendrait là une lourde responsabilité.

Du reste, je vous l'ai déjà dit, notre demande est examinée avec tout le soin voulu en haut lieu.

Je dis que la position est grave—je ne veux pas qu'on puisse en déduire que le pays ne peut pas lutter et doit dans un avenir plus ou moins lointain renoncer à la culture de la canne. La position actuelle, due aux circonstances que j'ai énumérées, doit se stabiliser et peut se stabiliser. Elle se stabilisera sans heurts, sans bouleversements dans la vie économique de ce pays si le Gouvernement sait assister l'Industrie sucrière comme il le faut et au moment voulu. Sans cette assistance, elle se stabilisera aussi, mais dans quelles conditions ! C'est un gros risque que prendrait le Gouvernement, car seules les propriétés les plus prospères continueraient à être exploitées, seules les terres les plus fertiles seraient cultivées. Ce sera un niveling, mais aura-t-on de quoi alors nourrir la population ? Que deviendra le Gouvernement ? Que se passera-t-il ? Je préfère ne pas y songer et me garderai bien de prophétiser. Du reste, tout cela peut être évité. Le Gouvernement comprend la gravité de la situation et s'occupe d'une façon particulière de placer l'industrie sucrière *on a sounder basis*. Nous devons avoir confiance dans son administration. Il sait que, prévoir c'est gouverner.

Cette assistance nécessaire, indispensable pour les nécessités critiques actuelles, le Gouvernement saura se montrer d'autant plus disposé à nous la procurer, qu'il sait que les planteurs mauriciens ne se sont jamais laissé abattre par l'adversité et qu'ils ont toujours rempli avec honneur leurs obligations. Dans le passé, le Gouvernement, se rendant compte que l'industrie sucrière avait besoin de son assistance financière, ne lui a pas

refusé aux heures de crise, notamment après le cyclone de 1892. Il est de notoriété que ce prêt a été intégralement remboursé et a même laissé, après liquidation de la somme prêtée aux planteurs, un excédent au Gouvernement pratiquement égal au montant du prêt.

Messieurs, je vais vous proposer de voter une résolution préparée par le Bureau de la Chambre et acceptée par le Conseil de la Chambre. Je ne doute pas que nous soyons unanimes à la voter. Je sais que tous les planteurs n'ont pas besoin de cette assistance. Tous la demandent, tous l'acceptent pour aider ceux—le grand nombre—qui en ont besoin. Il faut aujourd'hui une union parfaite, Soyons unis et nous réussirons.

Voici la résolution que le Bureau de la Chambre vous propose de voter :

The Chamber of Agriculture and Planters assembled beg to invite His Excellency the Governor's attention to the following facts :—

“ For the past four years, the Sugar Industry of this Island has been subjected to a variety of adverse conditions, natural and economic. The gravity of the position has been enhanced by the new Customs Tariff voted by the Imperial Parliament this year, penalizing in effect our fine white sugars, for the manufacture of which large sums of money had been spent. A critical stage has now been reached, calling for immediate relief.

“ As soon as the sharp decline took place in sugar prices this season, the Chamber could foresee the financial difficulties which would result for the Planters and for the whole Colony. Meanwhile, the position has become more and more serious, and we are now faced with a crisis which cannot be surmounted without Government assistance.

“ The slump in sugar has involved consequences peculiarly disastrous to the small Planters, a considerable body of whom have, through their Brokers, addressed an application to Government for relief enabling them to provide for their working expenses. Their position is undoubtedly most critical at the present juncture, although this Island has hitherto been spared the calamity of employment.

“ Subsequently, the Chamber was made cognizant of a letter from a group of Merchants, advocating an advance to the sugar industry at the rate of R. 1.25 per 50 kilos on the output of this year's sugar crop.

“ On the other hand, the Bureau of the Chamber has been engaged on a preliminary study of a mortgage Loan, as an element in the future stabilisation of the Sugar Industry.

“ In view of the Merchants' letter communicated by the Chamber, and given the acute nature of the present financial stress, which is daily becoming more critical, the Chamber and assembled Planters are of opinion that the scheme advocated in such letter would provide the best means of meeting the urgent necessities of the case, and therefore beg that Government will accept the same and give it immediate realization—the small Planters having intimated that, if this were done, they would no longer insist on their separate application.

“ The Chamber and Planters assembled are further of opinion that a Mortgage Loan is also needed, as part and parcel of a constructive scheme for permanently placing the Sugar Industry on a sounder basis.”

**Discours de l'Honorable M. Maurice Martin, C.B.E.**  
*1er Vice Président*

Monsieur le Président,  
Messieurs,

Quand le Président m'a demandé de seconder la résolution qui vient de vous être soumise, j'ai d'abord protesté. Je déclinais l'invitation, parce que les premiers pourparlers avec les autorités, les premières négociations avaient été faites par le Président et le second Vice-Président, et comme le second Vice-Président avait été à la peine durant mon absence, il était juste qu'il fût à l'honneur. Le Président insista et Hitchcock ayant de même insisté, j'ai cru devoir me soumettre. Mais, Messieurs, vous ne perdez rien pour attendre, car je considère et vous, Messieurs, avec moi, qu'il est indispensable que le Capitaine Hitchcock se fasse entendre pour nous prêter l'autorité qui s'attache à son nom, lui qui représente une Compagnie possédant de gros intérêts à Maurice, Compagnie qui joue un rôle important dans l'économie générale de notre petit Pays. Du reste, son rôle a été patriotique et il est indispensable qu'il vous dise lui-même que, sa Compagnie n'ayant besoin ni d'aide, ni de subsides, il a cru devoir faire passer les intérêts généraux du pays avant les intérêts particuliers de celle-ci.

Messieurs, je m'exécute à mon tour. J'aurai peu de chose à vous dire après l'exposé complet de la situation générale du pays qui vient de vous être fait par le Président. Aussi je vais être bref, concis et j'essaierai d'être précis.

Messieurs, à mon retour de l'Afrique du Sud, aussitôt débarqué et après avoir été, au débotté, mis au courant de la situation qui vous préoccupe, ma première impression avait été celle d'un vif étonnement. Avant mon départ, la crise que nous subissons d'une façon intense se dessinait, elle régnait déjà, elle était latente après les dernières années déficitaires qui nous avaient éprouvés. Je ne pouvais penser qu'en si peu de temps, elle pouvait prendre cette acuité qu'il m'était donné de constater.

Après une étude approfondie de la question, j'arrivai bien vite à la conclusion que l'inquiétude n'était en rien exagérée, et que la demande d'assistance que nous faisons aujourd'hui était urgente et qu'elle était imposée par les nécessités de l'heure.

Quelle est la cause réelle de cette crise et la raison de ses progrès angoissants ?

D'abord, les balances accumulées dans le passé, la baisse constante de notre seule denrée et surtout l'insécurité de l'avenir.

Il est très compréhensible et même logique que le capitaliste avisé hésite à placer ses capitaux liquides dans une Industrie dont les perspectives sont précaires et qu'il cherche ailleurs des placements de tout repos. Il est compréhensible que le bailleur de fonds qui subit la charge de financer l'Industrie Sucrière éprouve les mêmes hésitations et reduise ses avances. Et tout le monde comprend que le marchand, qui partage une partie du fardeau, restreigne ses crédits en présence d'un débiteur-divers extraordinairement enflé. Il fait mieux, pire dirai-je, sans que personne ne songe à lui en tenir grief : il limite ses importations en attendant que

ses comptes arriérés soient payés et que la caisse se remplisse. Or, Messieurs, ce sont ces seules ressources de l'industrie Sucrière qui en même temps nous font défaut. Et, cependant, il faut à tout prix sauver cette Industrie, qui est la Mère-Nourricière d'une population trop dense. Si donc les ressources économiques normales d'un Pays tarissent, il est indispensable de lui en trouver d'autres. Il faut une autre source d'alimentation, et nous nous adressons au Gouvernement, à celui qui, plus que tout autre — le seul devrai-je dire — peut raisonnablement envisager des solutions ne pouvant être entretenues par aucun autre, étant donné ses modalités spéciales. Quel serait en effet l'Etablissement financier ou la personne qui pourrait prêter à 30 ans avec des intérêts minimes et dont le remboursement s'échelonnerait automatiquement sur une période aussi longue ? Seul, le Gouvernement le peut. Non seulement il le peut, mais il en a le devoir. S'il ne le faisait pas, quelle en serait la conséquence ? Nos Propriétés ne seraient pas cultivées ou le seraient mal : sans engrais, sans guano, sans fumier, sans culture proprement dite ; la récolte prochaine compromise, au-dessous de la normale, la Crise intensifiée. Le Gouvernement, s'il n'intervenait pas maintenant comme nous l'en prions, serait alors forcé de le faire et dans des conditions franchement désavantageuses avec un bien foncier qui aurait diminué de valeur, faute d'un entretien convenable, en présence d'un gage singulièrement amoindri.

Notez, Messieurs, que cette assistance immédiate n'empêcherait pas le Gouvernement de faire en temps et lieu une enquête approfondie sur la Situation Economique générale. Nous le pririons même de le faire, pour alléger notre Industrie, pour lui accorder l'assistance complémentaire requise et la placer sur une base plus saine. Cette étude subséquente porterait sur la consolidation hypothécaire de la Propriété Agricole, sur le Groupement éventuel de certaines usines et sur l'amélioration du matériel usinier — Éléments divers d'un assainissement indispensable.

Tout cela ne peut être envisagé aujourd'hui ; ce sera l'œuvre de demain. Mais le lendemain est trop loin pour le malade qui subit sa crise aiguë, sa période critique. Insufflons-lui immédiatement l'énergie nécessaire pour qu'il se maintienne et vive ; tonifions-le afin que, le siège du mal trouvé, on puisse lui appliquer la médication qui achève la guérison.

Nous voyons donc, d'après les plans envisagés, que le traitement se repartit en deux phases, deux étapes distinctes, est, en fait, double. Une de toute nécessité, immédiate, urgente ; l'autre qui prendra un temps plus ou moins long ; que sans traitement préalable, le patient ne pourra durer.

Messieurs, le Gouvernement déjà pressenti, hésite. Il a ses responsabilités ; nous avons aussi les nôtres ; qu'il réalise cependant que sans aide immédiate, l'avenir est compromis ; que chaque jour qui s'écoule accroît sa responsabilité. Qui donc entretiendrait, nourrirait cette immense population de plus de 400,000 âmes qui vit de l'Industrie Sucrière, qui sent qu'elle ne tire sa subsistance que d'elle ? Le Gouvernement aurait à le faire d'une façon ou d'une autre. Que le Gouvernement réalise que la crise aiguë ne fait que commencer et que, malgré ses répercussions déjà trop sensibles, d'autres complications surgiraient que nous pouvons prévoir, mais qu'il nous est difficile de mesurer. Je n'ose même pas envisager la plaie du sans-travaillisme et son cortège hideux. Mais j'insiste sur les développements inéluctables d'une situation qui, si l'on n'y porte remède,

aurait les conséquences les plus graves au point de vue économique, et des conséquences onéreuses pour le Trésor Public.

Or, Messieurs, ce que nous proposons aujourd'hui est élégant, et léger. Le passé est là pour nous en fournir la preuve. Nous avons subi des périodes sombres dans notre histoire, car nos perspectives n'ont pas toujours été riantes. Nous avons été aidés par le Gouvernement et avons toujours rempli nos engagements. Nous devons reconnaître que les Gouverneurs qui se sont succédé dans le passé n'ont pas hésité à nous secourir quand les circonstances ont exigé que nous le fussions et, en 1926 encore, Sir Herbert Read, dont la grande bienveillance vous est connue, nous a manifesté tout son intérêt en appuyant la demande d'assistance qui nous fut consentie.

Si donc, Messieurs, nous avons l'expérience des périodes d'adversité, nous avons aussi l'expérience de l'assistance accordée, dont les charges réparties sur une succession d'années ont été légèrement supportées par toutes les classes de la population sans compter le bienfait immédiat qui en est résulté.

J'ai dit quelque part, en une autre occasion, la confiance que j'avais dans le Mauricien, dans son énergie, sa ténacité, sa puissance de réaction. Il m'est agréable de le répéter aujourd'hui, où je le retrouve réagissant contre le sort qui l'accable. Mais, Messieurs, pour soulever un poids trop lourd, il faut un levier en rapport. C'est le levier que nous demandons au Gouvernement de nous prêter. Ceci fait, nous ne serons pas au bout de nos épreuves et nous devons sans tarder nous attaquer aux autres problèmes qui sollicitent notre attention et parmi lesquels un traitement préférentiel pour nos sucrex dans l'Inde et un remaniement du tarif impérial en notre faveur sont les plus pressants. Nous y avons droit, dans l'un et l'autre cas, et pour le faire triompher, nous avons tout un faisceau d'arguments solides et logiques à faire valoir. Nous n'y faillirons pas.

Relativement au traitement préférentiel dans l'Inde, j'ai le plaisir de vous annoncer que, lors de mon dernier séjour en Afrique-Sud, j'ai eu le très grand avantage de faire la connaissance de l'éminent Indien qui est l'Agent-Général de l'Inde dans l'Union Sud-Africaine, l'Honorable M. Sastri. L'Honorable M. Sastri, dont l'influence est considérable dans l'Inde et ailleurs, a bien voulu m'accorder un long entretien où je lui ai exposé nos doléances et nos espérances. Il m'a assuré de toute sa sympathie et consentirait à guider et à conseiller toute délégation qui serait éventuellement dirigée vers l'Inde aux fins d'obtenir un traitement de faveur.

Vous voyez donc, Messieurs, que notre acvité est sollicitée par des problèmes d'ordre divers, mais également pressants, et je suis d'avis qu'incessamment nous nous réunissions encore pour qu'en ensemble nous prenions d'autres décisions salvatrices.

Ceci dit, revenons à ce qui actuellement nous préoccupe, à la crise du moment, à la nécessité de l'heure. Elle ne souffre aucun atermoiement, aucun délai ; elle est impérieuse dans le sens le plus despotique du mot.

**Summary of remarks by Captain H. G. Hitchcock M.B.E.,  
2nd. Vice-Président.**

Captain Hitchcock laid special stress on the necessity of dealing with this matter in a public-spirited way. For himself, although the interests he represented were not in need of financial assistance, he was entirely in favour of the proposed loan. It was not a matter of individual requirements, or individual convenience. When assistances was urgently required by the Industry as a whole, it would be very wrong indeed for anybody to stand aside (applause).

As it was, we were threatened with a diminution of the cultivated area, unless immediate assistance could be devised. A certain amount of unemployment would result. How could the unemployed labour be fed, unless additional taxation were resorted to? The only sure way, therefore, of avoiding such a disastrous complication, would be to keep the labour at work, and this, in its turn, could only be guaranteed by keeping up the acreage under cultivation—which, at present, seemed to necessitate Government assistance to the Industry. Such assistance could be compassed, for all immediate purposes, by means of a loan such as was suggested in the Merchants' letter, and the Merchants' plan appeared best, because it was immediately practicable.

On the subject of the annuity that would be required to repay the aggregate amount of Rs. 10,400,000 (as indicated in the Merchants' letter), Captain Hitchcock remarked that he had gone into the figures, and the annual charge on the sugars (in the form of an export levy) would work out at about 15 cents of a rupee per 50 kilos, during 30 years.

---

La Résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des membres de la Chambre et des planteurs présents,

La séance est levée.

---

**The Harvey Engineering Company Limited**

LATE MC ONIE HARVEY

**Makers of all classes of sugar machinery.**

Mills, Triple & Quadruple evaporators, Vacuum pans oilers.

Condensing plant, Spare rolls Gearing, "Pièces de rechange" for sugar factories.

Estimates can be obtain from :

**W. C. COLLINGRIDGE M.I.M.E.**

Place d'Armes  
Port Louis.

---

## Production Sucrière

*Relevé préliminaire de la Production Sucrière  
pour la campagne 1928-29  
(en milliers de tonnes métriques)*

DISTRICT	1928 Relevé Préliminaire	1927	1926	1925	1924	1923
Pamplemous- ses & Rivière du Rempart.	58.9	52.72	44.15	51.86	47.48	42.27
Flacq	40.9	33.21	26.02	43.06	39.06	35.51
Moka	34.2	30.88	31.27	34.68	30.73	31.34
Plaines Wilhem	16.6	15.06	17.14	18.18	18.79	15.01
Rivière Noire	9.8	9.03	7.18	8.66	8.47	7.17
Savanne	40.9	35.88	35.13	39.72	38.10	33.64
Grand Port	49.8	41.22	31.70	45.06	42.08	36.61
Total	251.1	218.00	192.59	241.22	224.71	201.55

Le total réalisé cette année est le plus élevé depuis 1920. C'est la cinquième fois, dans les annales de l'Industrie Sucrière, que nous dépassons le niveau de 250 mille tonnes. En 1909, nous produisîmes 252 mille tonnes ; en 1914, 277 mille ; en 1918, 252 mille et en 1920, 260 mille. Ainsi, l'exercice dernier peut être compté, au point de vue production, parmi les meilleurs. Malheureusement, au point de vue prix de vente, c'est juste l'inverse : les prix obtenus jusqu'ici sont les plus mauvais depuis 1913.

L'extraction de sucre commercial pour cent canne est, cette année, d'environ 10.7 Uue particularité significative de la dernière campagne est la proportion élevée de *raws* : 23 % environ de la production totale. Les *vesous* comprennent un peu moins de 77 %, la différence étant faite de bas produits. Depuis 1912, où la proportion de *vesous* était de 79 o/o, cette proportion avait augmenté régulièrement, jusqu'à 99.0 o/o en 1927.

M. KŒNIG

## SOMMAIRE

UN ILLUSTRE MAURICIEN ...	.....	P. de Sornay
LE COLLÈGE D'AGRICULTURE DE L'ILE MAURICE ...	.....	P. de Sornay
AGRONOMIE GÉNÉRALE	... L'Absorption et utilisation de l'azote par les plantes ... J. L.	
	La croissance des cannes à Maurice exprimée en termes de l'humidité du sol et de la température de l'air ... M. Koenig	
	La culture de l'Hortensia ... P. Halais	
	Extension de la culture de Soja et son avenir ... .....	
	Expériences de fertilisation comparatives de sols pau- vres en calcaire avec divers carbonates ... .....	
	Action nuisible de la paille et des végétaux sur la crois- sance des plantes ... .....	
	Azote nitrique et azote am- moniacal ... .....	
	Engrais organiques et miné- raux dans les sols tropicaux. .....	
TECHNOLOGIE	... Le jus de la canne ... H. Lincoln	
	Le Sécheur Sacca ... P. de Sornay	
	Simple ou double turbinage... A. Martin	
STATISTIQUES	... Production Sucrière ... M. Koenig	
	Rapport sur l'Industrie du tabac ... .....	
	The Chloramines ... Dr Dakin	
SOCIÉTÉ DES CHIMISTES	... Procès verbaux .....	

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876

1875-1876